

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES  
PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DES  
ALPES DU SUD VAUCLUSE  
P.E.P ADSV**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

---

Les PEP ALPES DU SUD VAUCLUSE  
Domaine des Marronniers  
Bâtiment Les Hirondelles 3  
05000 GAP

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES  
DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DES ALPES DU SUD VAUCLUSE  
Les PEP ADSV**

Domaine des Marronniers  
Bâtiment Les Hirondelles 3  
05000 GAP

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association,

**OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public des Alpes du Sud Vaucluse relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

**FONDEMENT DE L'OPINION**

✓ **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

✓ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

### ✓ Règles et méthodes comptables

Le chapitre 1 de l'Annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux méthodes de présentation et d'évaluation des comptes.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié de la mise en œuvre des méthodes comptables précisées ci-avant et des informations fournies dans les notes de l'Annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

## RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

## RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Marseille le 22 avril 2025

Florence DJINGUEUZIAN  
Commissaire aux Comptes



## ANNEXE

---

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS**  
**ANC 2018-06 et ANC 2019-04**

Dossier : PEPADS - CONSO GENERALE PEP ADSV

En Euro  
(Provisoire)

Options : Avec écritures validées et NON validées

ACTIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024			Exercice N - 1
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	01/2023 - 12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	3 827,20	1 709,46	2 117,74	2 270,83
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, ...	181 281,78	167 849,42	13 432,36	19 124,19
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	514 260,28	151 722,14	362 538,14	365 879,30
Constructions	15 858 006,43	7 760 831,10	8 097 175,33	7 627 671,12
Installations techniques, matériels et outillage	1 757 089,12	1 501 270,21	255 818,91	247 008,06
Autres immobilisations corporelles	2 433 211,51	1 821 568,86	611 642,65	363 595,89
Immobilisations corporelles en cours	5 966,40		5 966,40	72 894,57
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	107 500,00		107 500,00	102 500,00
Autres titres immobilisés	865 157,00		865 157,00	564 522,91
Prêts				
Autres immobilisations financières	19 030,63		19 030,63	10 630,63
<b>ACTIF IMMOBILISE - Total I</b>	<b>21 745 330,35</b>	<b>11 404 951,19</b>	<b>10 340 379,16</b>	<b>9 376 097,50</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes	63 356,24		63 356,24	43 723,40
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	393 739,49	74 664,74	319 074,75	652 362,46
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	245 351,82	28 000,00	217 351,82	103 462,54
Valeurs mobilières de placement	8 732 883,59	31 542,72	8 701 340,87	5 208 500,00
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	3 911 152,10		3 911 152,10	3 201 789,37
Charges constatées d'avance	19 895,92		19 895,92	14 292,55
<b>ACTIF CIRCULANT - Total II</b>	<b>13 366 379,16</b>	<b>134 207,46</b>	<b>13 232 171,70</b>	<b>9 224 130,32</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>35 111 709,51</b>	<b>11 539 158,65</b>	<b>23 572 550,86</b>	<b>18 600 227,82</b>

# BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

## ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : PEPADS - CONSO GENERALE PEP ADSV

En Euro  
(Provisoire)

Options : Avec écritures validées et NON validées

PASSIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires	77 886,00	
Fonds propres complémentaires	2 740 061,43	2 601 014,50
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Reserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	7 987 323,36	5 003 643,91
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	6 886 546,85	3 902 867,40
Autres réserves	7 963,82	
Report à nouveau	110 877,22	(65 399,02)
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	748 711,62	599 167,58
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	(695 661,29)	(661 861,07)
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	317 383,02	226 707,80
<i>dont dépenses refusées ou impossibles aux financeurs</i>		
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte d'Jérée</i>	(259 556,13)	(229 413,33)
Résultat en attente d'affectation		
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Excédent ou déficit de l'exercice	699 263,47	348 228,64
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>11 623 375,30</b>	<b>7 887 488,03</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 350 134,94	1 412 794,18
Provisions réglementées	437 169,61	39 743,12
Droits des propriétaires - (Commodat)		
<b>FONDS ASSOCIATIFS - Total I</b>	<b>13 410 679,85</b>	<b>9 340 025,33</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 332 959,43	920 691,91
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II</b>	<b>1 332 959,43</b>	<b>920 691,91</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	35 101,00	10 636,00
Provisions pour charges	1 202 029,00	951 488,00
<b>PROVISIONS - Total III</b>	<b>1 237 130,00</b>	<b>962 124,00</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	3 074 303,96	3 291 518,27
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commande	2 568 197,19	2 511 352,80

Dossier : PEPADS - CONSO GENERALE PEP ADSV

*En Euro*  
(Provisoire)

Options : Avec écritures validées et NON validées

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	394 673,04	333 701,53
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 470 858,27	1 061 616,45
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 718,68	24 622,08
Autres dettes	17 664,38	57 640,47
Instrument de trésorerie		
Produits constatés d'avance	43 366,06	96 934,98
<b>DETTES - Total IV</b>	<b>7 591 781,58</b>	<b>7 377 386,58</b>
Ecarts de conversion passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III+ IV + V)</b>	<b>23 572 550,86</b>	<b>18 600 227,82</b>
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0,00	0,00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0,00	0,00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0,00	0,00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0,00	0,00
Dont à moins d'un an	0,00	0,00
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0,00	0,00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0,00	0,00



# COMPTE DE RESULTAT

## ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro

Dossier : PEPADS - CONSO GENERALE PEP ADSV

(Provisoire)

Options : Avec écritures validées et NON validées

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	3 590,00	2 704,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		2 745,00
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de services	1 303 924,28	1 201 118,33
<i>dont parrainages</i>	17 124,17	17 217,00
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	14 458 747,10	10 163 609,05
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	13 772 796,01	9 661 812,36
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public	734,04	
<i>Dons manuels</i>	734,04	
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières	73 766,00	29 604,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	225 067,43	118 839,72
Utilisations des fonds dédiés	180 534,59	284 352,31
Autres produits	82 102,99	49 279,89
<b>Total I</b>	<b>16 328 466,43</b>	<b>11 852 252,30</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnement		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	3 352 588,92	2 587 449,45
Aides financières	226,50	836,60
Impôts, taxes et versements assimilés	927 423,01	645 580,41
Salaires et traitements	7 561 155,09	5 365 622,35
Charges Sociales	2 915 363,39	1 991 304,83
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	930 807,17	899 897,49
Reports en fonds dédiés	116 272,18	215 289,01
Autres charges	100 988,60	49 346,30
<b>Total II</b>	<b>15 904 824,86</b>	<b>11 755 326,44</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>423 641,57</b>	<b>96 925,86</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	18 629,12	203 481,99
Autres intérêts et produits assimilés	335 523,82	157 339,95
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	6 870,00	
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		

**COMPTE DE RESULTAT**  
**ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04**

En Euro

Dossier : PEPADS - CONSO GENERALE PEP ADSV

(Provisoire)

Options : Avec écritures validées et NON validées

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
<b>Total III</b>	<b>361 022,94</b>	<b>360 821,94</b>
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	106 994,31	102 270,55
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	<b>106 994,31</b>	<b>102 270,55</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>254 028,63</b>	<b>258 551,39</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>677 670,20</b>	<b>355 477,25</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	3 319,92	3 005,00
Sur opérations en capital	75 866,59	72 347,38
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total V</b>	<b>79 186,51</b>	<b>75 352,38</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	2 945,17	5 417,83
Sur opérations en capital	3 049,07	336,16
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	6 870,00	
<b>Total VI</b>	<b>12 864,24</b>	<b>5 753,99</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>66 322,27</b>	<b>69 598,39</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	44 729,00	76 847,00
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>16 768 675,88</b>	<b>12 288 426,62</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>16 069 412,41</b>	<b>11 940 197,98</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>699 263,47</b>	<b>348 228,64</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		

# **ANNEXE**

## ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le total du bilan s'élève à : **23 572 550,86 €**

Le résultat de l'exercice est excédentaire de : **699 263,47 €**

### L'Association Les PEP Alpes Du Sud Vaucluse

#### **Objet social de l'entité** (extrait des statuts)

##### **Article 1.2 : objet de l'association**

Elle a pour objet dans le cadre du projet fédéral :

- de contribuer à la lutte contre les exclusions et les inégalités sanitaires, sociales, économiques et culturelles, à l'éducation à la citoyenneté, notamment par l'éducation populaire, à la préservation et au développement du lien social, au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale, en concourant au développement durable dans ses dimensions économique, sociale, environnementale et participative, à la transition énergétique ou à la solidarité internationale ;
- de contribuer à l'édification d'une société inclusive, permettant à chaque citoyen de jouer le rôle social qu'il souhaite ;
- d'apporter un accompagnement matériel, moral et social, aux enfants, aux adolescents, aux adultes, à leur famille, à leurs proches aidants tout particulièrement aux personnes en situation de pauvreté, de vulnérabilité ou de fragilité, d'exclusion sociale, de handicap ou de perte d'autonomie, ou ayant besoin d'une protection ;
- de permettre à toute personne d'accéder à ses droits : à la santé, à l'éducation, à la formation tout au long de la vie, aux loisirs, à une vie culturelle ou à des activités sportives afin de faciliter l'exercice de sa citoyenneté ;
- de participer au développement local en s'impliquant dans les manifestations à caractère social, culturel, de loisirs, sportif, etc. ;

Pour cela, l'association représente le mouvement PEP auprès de toute institution ou organisme public dans les départements qui la composent et mène les actions qu'elle estime nécessaires en termes de plaidoyer ou d'interpellation en lien étroit avec l'ARPEP Sud et la tête de réseau de la FGPEP.

#### **Nature et périmètre des activités ou missions sociales et moyens mis en œuvre** (extrait des statuts)

##### **Article 2 : BUTS ET MOYENS D'ACTION**

L'association se propose sur la base d'un projet construit en commun avec l'ensemble des membres qui la composent :

- a) de promouvoir la laïcité et la solidarité ;
- b) d'étudier les modalités d'action et de regrouper tous les renseignements relatifs à l'assistance matérielle et à la protection morale des enfants, des adolescents, des adultes et de leurs familles ; de porter ces études et ces renseignements à la connaissance du mouvement PEP ;
- c) de coordonner son action avec celle d'autres associations et groupements poursuivant les mêmes valeurs notamment dans le cadre de l'éducation populaire et de l'économie sociale et solidaire ;
- d) de représenter le mouvement PEP au niveau des départements qui la composent et vis-à-vis des pouvoirs publics.

Ses moyens d'action sont notamment :

- e) la création et la gestion d'établissements et de services à caractère sanitaire, médico-social, social, éducatif, culturel, sportif sans que cette liste soit exhaustive dans le respect du principe de subsidiarité entre les associations PEP agréées par la FGPEP ;
- f) la création et le développement de dispositifs propres ou accompagnant les politiques publiques nationales ou locales comme : la prévention et la promotion de la santé, la lutte contre l'illettrisme, les mesures en faveur d'emploi et de l'insertion des jeunes, de l'égalité entre les hommes et les femmes, la lutte contre l'exclusion et les discriminations, etc. ;
- g) l'utilisation de tout moyen de communication : documents, publications, site internet, réseaux sociaux, etc. ;
- h) l'organisation de sessions d'études et de sessions de formation en lien notamment avec l'organisme de formation de la Fédération ;
- i) l'organisation de campagnes de solidarité et de dons dans le respect des obligations réglementaires de la FGPEP reconnue d'utilité publique.

**Les Contributions volontaires en nature : bénévolat des administrateurs**

L'association ne comptabilise pas ce poste car ce n'est pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité et leur recensement et valorisation n'est pas possible à ce jour.

## **LES FAITS SIGNIFICATIFS**

### **Association PEP ADSV**

L'année 2024 est principalement marquée par la mise en œuvre de la fusion absorption avec les établissements du Vaucluse validée en Conseil d'Administration le 26 avril 2023 et en Assemblée Générale Extraordinaire le 13 juillet 2023.

L'année 2024 est également marquée par la mise en place généralisée du logiciel YOOZ sur l'ensemble des établissements de l'association PEP ADSV après un test concluant courant 2023 sur 2 entités.

### **Siège SMS**

Conséquence de la fusion, le Siège SMS a vu ces effectifs augmenter avec le recrutement d'un Responsable Administratif et Financier durant l'été 2024, ainsi que la création d'un poste au service ressources humaines et des modifications d'affectation de salariés du CMPP SSEFS vers le siège (0.5 ETP de comptable, 0.5 ETP de secrétariat et 1 ETP de direction adjointe) générant ainsi une restructuration du Siège encore en mouvance à ce jour en lien avec la renégociation de l'autorisation des frais de siège pour la période 2025-2029.

### **Service PEVLC et Le Cosse**

Logiciels métiers fédéraux **VERN**

Pour les Classes, Groupes CD5 en 2023 > Dolly en 2024,

Pour les Colo séjours vacances (Némo)

Intégration des écritures en comptabilité sur les deux dossiers du secteur non conventionné (service DEL au siège et centre le Cosse).

### **Centre Le Cosse**

Initialement en CDD, la secrétaire commerciale et gestionnaire sur le Centre a définitivement été embauché en CDI au cours de l'année 2024.

### **Maison des Adolescents**

Le développement constant de la MDA a mis en exergue l'étroitesse des locaux utilisés par la MDA au sein des bâtiments historique aux Marronniers. Afin de continuer sa croissance, la MDA a déménagé durant l'été 2024 pour s'installer dans des locaux en location au centre-ville de GAP notamment dans l'objectif de se rapprocher de son public.

### **Siège Social (Association)**

L'année 2024 est marquée par une gestion dynamique des placements financiers. Les taux d'intérêts encore très élevés au cours de l'année ont permis de générer des intérêts financiers importants pour l'association. De plus, l'intégration de la trésorerie des établissements du Vaucluse dans la gestion de trésorerie centralisée a permis également l'accroissement des volumes financiers placés. Cette année les intérêts financiers se sont élevés à plus de 290 000 € nets.

### **Secteur Médicosocial**

**Prorogation du CPOM jusqu'au 31/12/2024 par l'Autorité régional de santé**

**Intégration des établissements du Vaucluse au CPOM ADS prorogé antérieurement signé**

## **Validation de l'évolution organisationnel du centre Jean Cluzel avec la fusion de l'IME et du SESSAD sous forme de dispositif DAME avec effet rétroactif au 01/01/2024**

**Tarification** en hausse de + **0,439 %** et homogène pour tous les établissements médico-sociaux compris dans le CPOM PEP ADSV.

La tarification 2024 est néanmoins marquée par l'extension du Ségur à tous les salariés des ESMS de l'association (Ségur pour tous) dans le cadre des négociations de la CCN66 à hauteur de 341 082.67 € tout établissement confondu avec effet rétroactif au 01 janvier 2024 ce qui a mis fin au versement de la compensation Ségur de 100€ prise sur le budget CPOM.

### **Eléments commun à tous les secteurs sur le plan RH**

Prime PPV : Contrairement aux années précédentes, 2024, n'a pas fait l'objet de versement d'une prime PPV au regard du flou existant lié à la reprise des établissements du Vaucluse et au regard de difficultés RH dans le service comptable. Néanmoins, l'association a mis en réflexion la possibilité de créer un accord stable et transparent sur le sujet.

Provision Indemnités pour Départ à la Retraite (PIDR) : Après des années record en termes d'inflation, 2024 marque un fort ralentissement de cette dernière au regard des mesures économiques prises notamment par les différents gouvernements de l'Union Européenne. Ainsi, le taux d'actualisation passe de 3.17% à 3.38%

Au global l'année 2024 marque une reprise globale exceptionnelle au niveau associatif de 178 610 €. Ce montant est principalement composé d'une reprise de 152 428€ sur les établissements du Vaucluse (provisionnements antérieurs trop élevés).

#### Obligation d'emploi des travailleurs handicapés

Comme l'an dernier, nous avons satisfait à notre obligation d'emploi des travailleurs en situation de handicap et donc nous n'avons pas eu de pénalité à verser.

Accords d'entreprise : Suite à la fusion un accord de substitution a été conclu afin d'harmoniser les dispositions applicables au sein des établissements portant sur les modalités d'aménagement du temps de travail, le forfait jours, l'acquisition des congés payés et les garanties de maintien de salaire.

Un accord d'entreprise sur la mise en place du télétravail a été signé.

CSE : Suite à la prorogation du mandat des représentants du personnel en 2023 compte tenu de la fusion, nous avons organisé les élections du CSE en avril 2024 et avons ajouté à dans le cadre de l'accord d'entreprise sur son fonctionnement 8 représentants de proximité.

#### Convention collective appliquée : Siège SMS & Secteur SMS (Dont Maison des adolescents et service PEVLC)

- CCNT des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.
- Syndicat employeur NEXEM.
- Valeur de point retenue à l'ERRD : 3,93 €.
- Indemnité de sujétion spéciale ERRD : 9,21 %

#### Convention collective appliquée : Centre le Cosse

- CCNT ECLAT
- Syndicat employeur HEXOPEE
- Valeur 1 du point 7,01 € au 01 janvier
- Valeur 2 du point : 6,60 €

## Eléments commun à tous les secteurs sur le plan financier

Après de nombreux impacts liés à l'inflation en 2022 (5.2%) & 2023 (4.9%), l'année 2024 reste encore marquée par une inflation moindre sur le territoire nationale mais élevée avec un taux définitif arrêté à 2%.

La baisse de l'inflation diffuse sur l'année a permis de maintenir des taux de placements financiers très intéressants pour l'association (Entre 3.5 % et 4%) générant ainsi des produits financiers records avec en supplément l'intégration de la trésorerie conséquente des établissements du Vaucluse dans l'optimisation de notre trésorerie associative.

### Secteur Médicosocial

Le résultat excédentaire global 2024 du Secteur Médicosocial s'élève à 394 091,3€.

En 2024, le taux directeur est commun à l'ensemble des établissements de l'association et s'élève à 0.439%.

Contrairement aux années précédentes, très peu de CNR ont été accordés en 2024 hors revalorisation des rémunérations liée aux négociations de la CCN66 :

- Gratification stagiaire pour 2801.4 € (DITEP)
- Achat de matériel pédagogique pour 1000 € (DITEP)

Impact de la revalorisation des rémunérations dans le cadre des négociations de la CCN66 :

- Montant total associatif = 341 082.67 € se décomposant ainsi :
  - o CMPP 05 : 37 146,65€
  - o CAMSP : 26 570,63 €
  - o DAME : 80 347,04 €
  - o DITEP : 55 744,21 €
  - o MAS DES ECRINS : 41 843,65 €
  - o CMPP 84 : 82 983,78€
  - o SSEFS 84 : 16 446,71 €

### Secteur PEVLC (Ex. Del)

Le centre du COSSE reste excédentaire en 2024 avec un résultat de 65 509,81€, en hausse de 28 605,01 € par rapport à 2023.

Le service PEVLC, contrairement à 2023, n'a pas été compensée par une affectation de la CPO Education nationale. De ce fait, le résultat 2024 est déficitaire de 29 438,97 € contre 3 971,98 € en 2023.

La MDA affiche un résultat excédentaire de 36 568,38 € en 2024 contre 11 185,58 € en 2023.

Cette augmentation trouve essentiellement sa source dans la croissance de ces financements avec + 83 107 € FIR de l'ARS PACA, 55 000 € du Conseil Départemental dans le cadre de l'activité écoute et 22 000 € (après dépréciation) de subvention européenne.

### Siège social

Après un déficit important en 2023, le résultat du siège social 2024 s'établit à -6 599,35 € et se rapproche de l'équilibre. L'année 2024 est marquée par l'évolution de la structure financière de cet établissement.

En effet, cette dernière a très largement été modifiée en 2024 avec l'intégration de l'association des établissements du Vaucluse au travers de l'absorption de l'activité du SAPAHD. Là où le siège social ne disposait pas d'activité métier en tant que telle, 2024 intègre donc cette activité. Dès lors, des charges de personnels et d'autres dépenses connexes de fonctionnement apparaissent également.

Les principales ressources du siège social sont liées à l'attribution de la CPO Education Nationale (72 660 €) ainsi que l'obtention de subventions liée à l'activité du SAPAHD. (7 600 €) et l'affectation de produits financiers au regard de la trésorerie de cet établissement rapporté à la trésorerie globale de l'association.



## Siège SMS

Le résultat 2024 du siège S-SMS s'élève à 239 132.3€. En forte hausse par rapport à 2023, l'explication provient de la génération record de produits financiers nets et de la redistribution faite au S-SMS dans le cadre d'un fonctionnement historique appelé à évoluer dans le cadre du renouvellement de l'autorisation des frais des siège qui aura lieu en 2025 afin de se conformer à la réglementation en vigueur. En effet, les produits financiers ont la possibilité d'être attribués au Siège mais dans le cadre d'une atténuation des frais de siège prélevés sur les établissements et non en suppléments.

## SECTEUR MEDICO-SOCIAL

### Contexte général 2024

Les effets de la crise sanitaire sont définitivement derrière nous malgré une inflation encore présente mais dans des proportions moindres. De fait, le niveau d'activité revient à la normale.

### Taux d'actualisation

En 2024, le taux d'actualisation ordinaire a été de 0,439 % auquel s'est rajouté une évolution des dotations par établissement liée à l'évolution de la rémunération dans le cadre des négociations de la CCN66.

## Siège SMS

- **Contexte**

Le financement du siège bénéficie grandement de l'intégration des établissements du Vaucluse avec un prélèvement supplémentaire d'environ 200 000 € lui permettant ainsi d'accroître ses effectifs productifs en termes de gestion des ressources humaines et de gestion comptable des différents établissements.

- **Conséquences financières**

Cette année, le siège SMS présente un résultat excédentaire exceptionnel de 239 132,3 € lié notamment à la hausse des prélèvements des frais siège en lien avec l'intégration des établissements du Vaucluse et à la redistribution des produits financiers en hausse par rapport à 2023.

De fait, certaines charges exceptionnelles liées au déploiement de nouveaux logiciels informatiques de gestion ont pu être absorbés sans avoir à être refacturé aux établissements.

## Le centre Jean CLUZEL (DAME & DITEP)

- **Contexte**

Après la naissance du dispositif ITEP en 2022, l'année 2024 est marquée par l'obtention de l'arrêté de fonctionnement en dispositif « DAME » regroupant l'IME et le SSESSAD. Cette évolution a permis d'avoir plus de lisibilité tant sur le fonctionnement, que sur le plan administratif et comptable générant ainsi moins de contraintes.

L'année 2024 sera également imprégnée par l'actualité nationale « Paris 2024 » ; Le sport comme vecteur de l'inclusion a fédéré les jeunes et les professionnels tout au long de l'année au travers d'événements forts : « obtention du label Génération 2024 », accueil de l'équipe de France de para judo, organisation de la semaine olympique avec la venue de nombreuses écoles sur le centre, séjour éducatif sur Paris lors des jeux Paralympiques, organisation d'un forum sport adapté sur le centre avec la venue de 8 clubs en septembre, enfin la création d'une équipe de foot sport adapté dans le cadre d'un partenariat renforcé avec le Club de foot de Chorges

- **Ressources humaines**

L'organigramme a évolué du fait des recrutements liés à la fois au rebasage sur l'IME et à l'ouverture de places de PMO TSA. Nous avons donc recruté un mi-temps de psychologue et pu augmenter le temps de la psychomotricienne à 80%, nous avons également recruté 1,8 ETP d'éducateurs.

En parallèle, l'organigramme du DITEP n'a pas évolué et reste stable par rapport à l'année précédente.

- **Immobilier**

Malgré la stabilité des coûts liés à l'immobilier, l'association a lancé une réflexion autour de travaux généralisés au centre Jean Cluzel avec comme ambition d'intégrer une réflexion sur la performance énergétique. Cette réflexion lancée fera l'objet d'un état des lieux en 2025 et générera à court/moyen terme d'éventuels travaux conséquents pour le centre en fonction des coûts et des décisions.

- **Conséquences financières**

Le DAME réalise un excédent de 181 480,69 €, quand le DITEP réalise un excédent de 75 784,4 € soit un total de 257 265,09 € lié essentiellement à la maîtrise des charges de fonctionnement et à l'optimisation des ressources humaines en interne. Ces résultats restent néanmoins non représentatifs au regard des investissements très importants devant notamment être apportés à l'évolution des bâtiments afin d'accroître la sécurité de ces derniers et des les adapter aux besoins nombreux des enfants accompagnés qui ont évolué ces dernières années.

### Le CMPP, CAMSP & PCO (Hautes Alpes)

- **Contexte**

Dans le cadre d'une activité identique quasiment identique à 2023, 2024 est marquée par le remplacement de la Direction de l'établissement suite au départ à la retraite de l'ancienne Directrice.

Cette fin d'année est notamment marquée par le développement de l'activité de la PCO avec la signature d'une convention avec l'ensemble des partenaires de cette dernière et la candidature de l'établissement sur une PCO 7-12 dans le Département engendrant ainsi une réflexion globale sur cette activité.

- **Ressources humaines**

Pour le CMPP et le CAMSP, la problématique des personnels ne se porte pas sur le même plan.

Nous avons une équipe assez jeune et très féminisée et très stable avec très peu d'arrêts maladie. De fait la grande majorité des absences sont liées à la maternité. Or si contrairement à la MAS si tous nos postes sont pourvus, il y a quand même une pénurie de thérapeutes et donc pour nous des difficultés à assurer ces remplacements longs.

- **Conséquences financières**

Le CMPP ressort avec un excédent de 133 518,16 € quand le CAMSP ressort avec un excédent plus structurel, de 74 219,62 €. Ces excédents sont donc essentiellement liés aux absences longues et aux difficultés de remplacements.

### La MAS des Ecrins

Contrairement aux autres établissements, la MAS DES ECRINS reste toujours structurellement déficitaire. Néanmoins, le déficit de 196 975,37 € de cette année intègre des éléments exceptionnels tel que la provision des heures supplémentaires dues à la directrice à hauteur de 65 000 € stabilisant ainsi le déficit structurel de la MAS des Ecrins autour de 130 000 €.

- **Contexte**

L'activité 2024 est revenue à la normale mais a été marquée par la suspension de l'accueil temporaire et la déprogrammation de certaines activités au regard de difficultés RH (Postes vacants, absentéisme, ...) ayant générée le déclenchement d'un plan bleu pendant la saison estivale sur une période d'un mois.

Le 8 juillet 2024, l'Agence Régionale de santé PACA a diligenté une équipe de 7 membres pour une mission d'inspection au sein de notre établissement.

Cette mission inopinée avait notamment pour objectif de vérifier et d'analyser : la gouvernance, l'adéquation des ressources humaines avec les besoins des résidents, les conditions d'hébergement, le circuit du médicament, la prise en charge médicale et soignante, le contrôle de la légionnelle.

Un pré-rapport a ensuite été communiqué dans le cadre d'une procédure contradictoire pour que nous apportions nos observations, nos recommandations et nos remarques. Le rapport définitif reçu le 23/12/2024 comporte 8 prescriptions et 6 recommandations accompagnés d'un tableau de mesures envisagées et des délais variables de mise œuvre. 2025 fera donc l'objet d'actions spécifiques pour répondre aux attentes de l'ARS.

Financièrement, l'année 2024 sera également imprégnée de l'évolution de la convention de partenariat nous liant au CH d'Embrun avec notamment l'évolution des prix de frais de gestion qui passe de 15% à 20% et la mise à disposition d'un temps de pharmacien non prévu initialement.

- **Ressources humaines**

2024 ne fera pas exception à la règle face aux difficultés RH rencontrées au regard notamment du peu d'attractivité des métiers et donc des difficultés de recrutement. Plusieurs postes restent vacants et l'établissement se voit dans l'obligation d'avoir un recours à l'intérim afin de conserver une qualité de service importante. Néanmoins, ce recours à un impact important sur la surcharge de travail des équipes en place mais également financier avec un coût supplémentaire non négligeable.

Au niveau RH, l'année 2024 sera également marquée par l'anticipation de la réflexion liées au départ de la Directrice historique de l'établissement qui aura lieu fin 2025.

- **Immobilier**

En 2024, l'assurance dommage ouvrage a encore été sollicité notamment pour des correctifs sur les extérieurs, sur l'étanchéité et les brises soleil orientables. Globalement c'est plus de 60 000 € d'appel à la DO encore réalisé cette année.

- **Conséquences financières**

Ainsi, le résultat 2024 de la MAS des Ecrins affiche un déficit important à hauteur de 196 975,37 € à tempéré au regard de la provision exceptionnelle liée aux heures dues à la Directrice et à l'impact de la provision pour congés payés suite à une évolution de la méthode de calcul ayant un impact de plus de 40 000 €.

## **Le CMPP et SSEFS (Vaucluse)**

- **Contexte**

L'année 2024 sera donc la première année d'intégration à l'association de ces deux établissements suite à la mise en œuvre de la fusion validée en 2023. Cette année sera donc celle de l'adaptation et de l'évolution organisationnelle en lien également avec la présence de la Directrice sur son premier exercice plein. Cet exercice intègre également la modification de la structure financière des établissements avec le prélèvement des frais de siège et la redistribution des produits financiers des placements antérieurement réalisés dans la gestion centralisée de trésorerie de l'association.

Cette année sera fortement marquée par d'importantes difficultés RH liées à la gestion administrative et comptable des établissements et à la restructuration de l'équipe administrative. L'arrivée en septembre d'une Directrice Adjointe en charge du secteur administratif (organisation, suivi, optimisation) a grandement amélioré le fonctionnement tout en soulageant la directrice d'un certain nombre de tâches.

Mais, les difficultés RH, liées à la gestion comptable, constatées au dernier trimestre ont entraîné sur l'année de nombreuses écritures de régularisations notamment liées à l'évaluation erronée de la Provision pour Indemnités de Départ à la Retraite (PIDR) entraînant des reprises importantes sur l'exercice.

En termes d'activité, 2024 marquera la mise en œuvre des recommandations de la Haute Autorité de Santé suite à l'évaluation précédemment réalisée.

- **Ressources humaines**

Les coûts de personnels ont très largement augmenté par rapport aux années précédentes au regard de l'ajout de 2 postes de direction auparavant occupés par des agents de l'Education Nationale et à l'augmentation des charges sociales à la suite de l'intégration des établissements dans une structure plus importantes que ce qu'elle était (Coût CSE, suppression abattement, délégation heure CSE, ...)

2024 sera marquée par de nombreux mouvements de personnel avec des versements d'indemnités de départ élevés à hauteur de plus de 150 000 € sur les 2 établissements.

Enfin, concernant spécifiquement le SSEFS, 2024 marquera des évolutions concernant le poste stratégique de chef de service. En effet, après une longue absence pour raison de santé, l'ancien chef de service a choisi de reprendre son poste d'enseignant CAPEJS à la rentrée de septembre 2024. Cette situation a conduit à la présence temporaire d'un enseignant supplémentaire pendant quatre mois, jusqu'à la démission d'une enseignante CAPEJS en décembre dernier

- **Immobilier**

2024 sera marquée par la réactivation du sinistre anciennement déclaré en 2017/2018 concernant les désagréments apparents sur l'antenne du CMPP de Cavaillon (Fissures) à la suite de travaux de curage du canal jouxtant le bâtiment. L'établissement a donc fait appel à un expert externe afin de mettre en place la surveillance de ces fissures et d'établir des recommandations dans l'objectif de résoudre ces désordres. Les expertises continuent sur 2025. Cet état de fait et notre responsabilité en termes de sécurité des salariés ont entraîné une réflexion sur la possibilité d'acquérir de nouveaux locaux afin de déménager notre antenne. Cette réflexion arrivera à terme en milieu d'année 2025.

- **Conséquences financières**

Le CMPP affiche un résultat excédentaire de 117 658,06 € dont une reprise de PIDR à hauteur de 136 300 €.

Le SSEFS termine l'exercice sur un résultat excédentaire de 8 405,74 € dont une reprise de PIDR de 16 128 €.

## **SECTEUR NON CONVENTIONNE**

### **La MDA**

- **Contexte**

La santé mentale d'un grand nombre d'adolescents et jeunes adultes hauts alpins continue à se dégrader depuis la crise sanitaire. Le nombre de situations accompagnées par la MDA05 est en constante augmentation. Notre activité d'écoute revient sur le niveau explosif post-covid. L'année 2024 est également marquée par le déménagement de la Coordination Départementale, le recrutement d'une chargée de prévention et le renfort de notre activité d'écoute. Si le service a pu absorber cette hausse d'activité et renforcer son équipe c'est grâce à l'augmentation des financements alloués par L'ARS PACA et le Département 05.

- **Conséquences financières**

Pour la 2ème année consécutive la MDA05 a conservé une stabilité financière qui lui permet désormais par des financements pérennes d'assurer le fonctionnement général de ses missions socles.

Cette stabilité permet enfin de s'ouvrir à de nouveaux projets et d'envisager le déploiement du dispositif sur de nouveaux territoires du département.

L'augmentation des subventions à hauteur de 189 851 € et des charges d'exploitation proportionnellement moins importantes à hauteur de 143 616 € ont permis à la MDA de générer un résultat excédentaire de 36 568,38 €.

## Le SECTEUR PEVLC

Depuis 2023, la gestion administrative est de nouveau assurée par le siège stabilisant ainsi la lisibilité des activités de ce secteur après un essai non concluant auprès de la fédération des PEP.

### Le service PEVLC

- **Contexte**

La restructuration de ce service a permis depuis quelques années d'atteindre une relative stabilisation financière. Depuis 2023, une secrétaire assure la commercialisation dans le réseau PEP des vacances et classes de découverte sur le territoire PACA. Or si l'activité classe est en constante progression, l'activité vacances stagne.

Le contexte de financement des séjours vacances sur plusieurs départements (CAF, JPA, colos apprenantes, pass-colo, aides spécifiques, ...) se complexifiant de plus en plus, il reste difficile de maintenir et de faire progresser ce service constitué d'une seule personne.

De ce fait 2024 marquera la prise de décision, visible sur 2024 mais essentiellement pour 2025, de concentrer les activités de ce service sur la commercialisation des classes de découvertes et d'abandonner l'activité de revente de séjours vacances hormis pour les enfants des salariés PEP ADSV et de nos établissements. En contrepartie de cet abandon la salariée reprendra la gestion des adhésions et des aides accordées aux classes de notre territoire (04, 05 et 84).

Grâce à l'augmentation de l'activité classe et une aide financière de la CPO pour les activités associatives, nous espérons atteindre rapidement un équilibre financier.

- **Conséquences financières**

Avec l'absence de redistribution de la CPO sur cette année 2024, le déficit du service s'élève à 29 438,97 € sur cet exercice retrouvant ainsi son déficit structurel.

### Centre LE COSSE

- **Contexte**

Concernant les classes découvertes avec un peu plus de 1500 élèves accueillis en classe de découverte, l'année a été un peu moins bonne que l'année record 2023 et ses 1700 élèves. Les demandes de séjour court de 2, 3 ou 4 jours se font grandissantes ce qui a engendré une nouvelle tarification pour s'adapter aux demandes sans affecter l'équilibre financier de la structure.

Concernant les séjours de vacances, 444 enfants et adolescents accueillis sur des séjours de 12 jours organisés par les PEP ADSV. En ne fonctionnant qu'avec des colos pep sur l'été, le Cosse fait figure d'exception au sein de réseau PEP. Si cela est très satisfaisant, cela implique un recrutement très conséquent d'animateur CEE, engagement qui n'attire plus beaucoup les jeunes. Il faudra à l'avenir dégager du temps de travail significatif pour pouvoir assurer ces recrutements de manière satisfaisante.

L'été aura été marqué par des événements liés à des violences sexuelles. Ce type d'événements dont nous avons été préservés jusqu'à maintenant sont grandissants dans le domaine des ACM. Le Cosse en a connu 3 cet été, pour un seul ces 20 dernières années. La direction du centre et des séjours sont sortis marqués par ces événements et inquiets pour la suite.

La baisse des effectifs est due en grande partie aux communes qui profitant des financements colo apprenantes de la jeunesse et sport, s'en servent pour réduire les dépenses liées aux vacances plutôt qu'à permettre à un nombre plus important d'enfants de partir.

Concernant les accueils de groupes, le partenariat avec PEP Découvertes où le centre met à disposition un espace d'hôtellerie de plein air, pour qu'ils réalisent leurs séjours aux mêmes dates que celles des colos du Cosse, donne

satisfaction. Des groupes ont été accueillis en plus pour compenser la baisse d'activité classe et cela ce qui explique les 30 % d'accueil en plus dans ce domaine d'activité.

Ainsi, l'activité du Centre s'est élevée à 13 803 journées contre 14 001 en 2023 soit -1%.

2024 ne déroge pas à la règle des difficultés de recrutement dans ce secteur (Convention peu attractive, changement des besoins des nouvelles générations, ...). Il devient de plus en plus difficile de trouver du personnel fiable et cela génère ainsi des difficultés et des interrogations permanentes concernant la gestion des ressources humaines.

- **Conséquences Financières**

Malgré la très légère baisse d'activité entre 2023 et 2024, le Centre génère un résultat excédentaire de 65 509,81 € contre 36 905 € en 2023. Cette augmentation est principalement due à une gestion restrictive des coûts.

## Le SIEGE SOCIAL

- **Contexte**

L'année 2024 marque la création d'une structure financière différente pour le siège social avec l'intégration du SAPAHD à la suite de la fusion avec les établissements du Vaucluse générant ainsi charges de personnel et charges annexes de fonctionnement.

Les charges d'honoraires juridiques exceptionnelles liées à la fusion impactent encore les comptes 2024 avec plus de 8 700 € de frais d'actes.

2024 marquera également la non redistribution de la CPO Education nationale s'élevant à plus de 72 000 €, conservée en totalité sur le siège social afin de financer ces activités.

- **Conséquences Financières**

Ainsi, le déficit 2024 du siège social s'élève à 6 599,35 € et devrait retrouver une stabilité financière courant 2025.

## 1 – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis suivant les normes, principes et méthodes comptables résultant de la réglementation et notamment ceux issus :

- De l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 17 juillet 1985 relatif au plan comptable des associations,
- De l'instruction budgétaire et comptable M22,
- De l'avis n°2007-05 du 4 mai 2007 du Conseil national de la Comptabilité relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R 314-1 du Code de L'Action Sociale des Familles appliquant l'instruction budgétaire et comptable M22, ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires des établissements sociaux et médico-sociaux privés qui appliquent les règlements n°99-01 et n° 99-03 du Comité de Réglementation Comptable,
- Du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 5 juin 2014.
- Des règlements de l'Autorité des Normes Comptables n° 2015-06 et n° 2016-07 relatifs à la réécriture du PCG.
- Du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2018-07.
- Du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2018-06 du 5 décembre 2018 applicable aux personnes morales de droit privé à but non lucratif, ce règlement à un périmètre plus large que le règlement C.R.C. 1999-01, il s'applique à l'ensemble des personnes morales à but non lucratif, et il s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.
- Du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2019-04 du 8 novembre 2019 spécifique aux ESSMS personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- De la M22 bis du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

### **Actif immobilisé :**

L'association a pris en considération lors de l'arrêté des comptes 2009 la réforme des règles comptables arrêtées par le Comité de Réglementation Comptable et qui régissent d'une part la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs (Règlement 2004-06 du 23 novembre 2004), d'autre part, l'amortissement et la dépréciation des actifs (Règlement 2002-10 du 12 avril 2002).

La décomposition a été mise en place sur la base de la valeur d'origine des différents composants relatifs à la construction des établissements « Le Domaine des Marronniers ». Les pourcentages de décomposition ainsi obtenus ont servi de base au retraitement des autres constructions.

L'avis n° 2007-05 du Conseil National de la Comptabilité, repris dans l'instruction DGAS du mois d'août 2007 prévoyait une application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Compte tenu de leur importance significative au regard de l'ensemble de l'actif immobilisé, seules les constructions ont fait l'objet d'une décomposition, sur la base de la valeur d'origine des différents composants.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

## DUREES D'AMORTISSEMENT

**Validation par le Conseil d'Administration réuni le 12 Janvier 2022**

Date d'application le 1<sup>er</sup> Janvier 2021

Base retraitement par composants.

Valeur unitaire à partir de 500€, sauf pour les lots et les cas particuliers.

<b>OUTILLAGE</b>	électroportatif	3 ans
	à main	5 ans
	machines pro	10 ans
<b>MAT DE BUANDERIE</b>	petit matériel	5 ans
	machines pro	10 ans
<b>MAT DE CUISINE</b>	petit matériel	5 ans
	gros matériel	10 ans
	piano et autre	15 ans
<b>MAT DE SECURITE</b>	extincteurs	10 ans
	Aménagements	15 ans
<b>MAT A USAGE EDUC</b>	jeux	3 ans
	vélos, skis	5 ans
	jeux extérieurs	15 ans
<b>MOBILIER</b>	hébergement (marabouts)	5 ans
	éducatif	8 ans
	bureaux	10 ans
<b>VEHICULES</b>	pneus neige	3 ans
	VL	5 ans
	TC	8 ans
	véhicules aménagés <b>neuf</b>	10 ans
	véhicules aménagés d'occasion	8 ans
	véhicules d'occasion	5 ans moins l'âge à l'achat
<b>MAT MEDICAL</b>	petit matériel	3 ans
	gros matériel	5 ans
<b>MAT THERAPEUT</b>	petit matériel	5 ans
	mobilier/gros matériel	10 ans
<b>LUMINAIRES</b>	EXTERIEURS	10 ans
	INTERIEURS (Dalle Led)	8 ans
<b>INFORMATIQUE</b>	matériel individuel <b>portable</b> (écran, PC...)	5 ans
	matériel individuel <b>fixe</b> (écran, PC...)	7 ans
	serveur informatique, réseau	7 ans
	site internet,	5 ans
	extension garantie / matériel informatique (ex Firewall sauvegarde)	2 ans
<b>LOGICIELS</b>	logiciels métiers	3 ans
	bureautique (Office / Windows)	6 ans
	logiciels professionnels, licences	10 ans
<b>BUREAUTIQUE</b>	photocopieurs, téléphones, standard	5 ans
<b>MATERIEL financé par la taxe d'apprentissage</b>		1 an (dérogation)

## COMPOSANTS



<b>GROS ŒUVRE, Locaux bruts, ouvrage de Structure, maçonnerie, maîtrise d'œuvre</b> <b>Frais d'acquisition</b>	50 ans
<b>Façades, charpente, couverture, Menuiseries extérieures, serrurerie, Menuiseries intérieures, Plomberie, Chauffage, VMC, Electricité, Maçonnerie pour portail</b>	25 ans
<b>Cloisons, Doublages, Faux plafonds, isolation, Gaines techniques, volets (livrés avec le bâtiment) + rails transfert</b>	20 ans
<b>Etanchéité, Ascenseurs, carrelage, faïences, Sols souples,</b>	15 ans
<b>Peintures, Stores, boiserie, volets électriques (à l'unité), Installation téléphonique,</b>	10 ans
<b>Clôtures (avec maçonnerie), Portails et portes Electriques extérieures</b>	15 ans
<b>Clôtures (sans maçonnerie)</b>	10 ans
<b>Aménagements, agencements divers</b> (aménagement de placards et de plan de travail dans locaux...)	10 ans
<b>Petit matériel électrique (radiateurs,...)</b> Petite plomberie (mitigeur...)	8 ans

Les subventions sont traitées suivant la méthode préconisée par le CNC et le Règlement 99-03 du 29 avril 1999.

**Les contributions volontaires** en nature ne sont pas évaluées.

L'association n'étant pas en mesure à ce jour de les évaluer avec fiabilité.

#### **Engagement de retraite :**

Une provision pour indemnité de départ à la retraite est constatée dans les comptes annuels à hauteur de **1 202 029 €**.

Cette dernière représente l'engagement total de l'association au 31 décembre 2024, évalué pour l'ensemble de son personnel.

Les hypothèses retenues pour évaluer cet engagement sont mentionnées au chapitre 4 de la présente annexe.

## 2 –COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN

### 2-1 Mouvements ayant affectés les valeurs brutes des immobilisations

Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2023	Reprise Vaucluse 1 <sup>er</sup> janvier 2024	Acquisitions 2024	Cessions 2024	Virement interne	Immobilisations au 31 Décembre 2024
<b>Frais d'établissement</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>Frais de recherche et de développement</b>	<b>3 827,20</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>3 827,20</b>
20310000 Frais d'Etudes	3 827,20		0,00	0,00		3 827,20
<b>Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.</b>	<b>159 003,56</b>	<b>33 243,37</b>	<b>0,00</b>	<b>10 965,15</b>		<b>181 281,78</b>
20500000 Logiciels, licences, droits, ...	159 003,56	33 243,37	0,00	10 965,15		181 281,78
<b>Fonds commercial</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
- dont droit au bail	0,00		0,00	0,00		0,00
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>Immobilisations incorporelles en cours</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>162 830,76</b>	<b>33 243,37</b>	<b>0,00</b>	<b>10 965,15</b>		<b>185 108,98</b>
<b>Terrains</b>	<b>245 642,52</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>245 642,52</b>
21110000 Terrains nus	51 242,52		0,00	0,00		51 242,52
21150000 Terrains bâtis	194 400,00		0,00	0,00		194 400,00
<b>Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure</b>	<b>260 810,29</b>		<b>7 807,47</b>	<b>0,00</b>		<b>268 617,76</b>
21200000 Agencements et aménag. terrains	260 810,29		7 807,47	0,00		268 617,76
<b>Constructions</b>	<b>13 461 182,89</b>	<b>2 191 655,03</b>	<b>185 316,22</b>	<b>53 042,28</b>	<b>72 894,57</b>	<b>15 858 006,43</b>
21310000 Bâtiments	3 849 234,07	2 191 655,03	0,00	0,00		6 040 889,10
21350000 IGAAC Install gén agenc amén const	2 293 369,00		177 444,36	25 831,33	72 894,57	2 517 876,60
21410000 Bâtiments sur sol d'autrui	7 098 248,52		0,00	0,00		7 098 248,52
21450000 IGAAC sur sol d'autrui	220 331,30		7 871,86	27 210,95		200 992,21
<b>Installations, matériel et outillage techniques</b>	<b>1 745 631,53</b>	<b>1 492,00</b>	<b>75 647,08</b>	<b>65 681,49</b>		<b>1 757 089,12</b>
21510000 Instal. Complexes Spécialisées	2 816,00		0,00	0,00		2 816,00
21512000 Instal. et Matériels Cuisine	244 103,20		15 250,40	7 156,26		252 197,34
21513000 Instal. et Matériels Buanderie	118 818,49		1 329,97	0,00		120 148,46
21515000 Instal. et Matériels Ateliers prof.	59 493,95		0,00	0,00		59 493,95
21517000 Instal. Mat. Sécurité Surveillance	84 348,64		8 247,90	0,00		92 596,54
21544000 Instal. Mat. Usage Thérapeutique	207 197,67	1 492,00	11 282,99	37 607,44		182 365,22
21545000 Instal. et Matériels Usage Educatif	183 231,32		3 422,94	10 753,34		175 900,92
21546000 Matériels et outillages d'Entretien	237 665,73		5 126,00	3 558,99		239 232,74
21547000 Matériels d'Hébergement	387 403,43		14 213,88	6 605,46		395 011,85
21548000 Autres matériels	13 542,35		14 150,00	0,00		27 692,35
21550000 Mat. Instal. financés Taxe Apprenti	207 010,75		2 623,00	0,00		209 633,75
<b>Autres immobilisations corporelles</b>	<b>1 709 183,91</b>	<b>748 386,63</b>	<b>188 286,23</b>	<b>212 645,26</b>		<b>2 433 211,51</b>
21810000 Installations générales, agencement	98 335,45	249 998,70	20 391,63	0,00		368 725,78
21820000 Matériel de transport	732 804,61	92 205,20	70 134,24	63 824,44		831 319,61
21830000 Matériel de bureau & informatique	682 897,22	325 945,23	75 493,22	125 692,90		958 642,77
21840000 Mobilier de bureau	195 146,63	80 237,50	22 267,14	23 127,92		274 523,35
<b>Immobilisations corporelles en cours</b>	<b>72 894,57</b>		<b>5 966,40</b>	<b>0,00</b>	<b>-72 894,57</b>	<b>5 966,40</b>
23100000 Immob. corporelles en cours	72 894,57		5 966,40	0,00	-72 894,57	5 966,40
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>17 495 345,71</b>	<b>2 941 533,66</b>	<b>463 023,40</b>	<b>331 369,03</b>	<b>0,00</b>	<b>20 568 533,74</b>
<b>Participations</b>	<b>102 500,00</b>	<b>5 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>107 500,00</b>
26600000 Autres formes de participation	102 500,00	5 000,00	0,00	0,00		107 500,00
<b>Créances rattachées à des participations</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>Autres titres immobilisés</b>	<b>564 522,91</b>	<b>295 773,75</b>	<b>7 607,75</b>	<b>2 747,41</b>		<b>865 157,00</b>
27242000 Parts sociales CREDIT AGRICOLE	2 664,91		82,50	2 747,41		0,00
27244000 Parts sociales CAISSE EPARGNE	508 020,00		0,00	0,00		508 020,00
27245000 Parts sociales CREDIT COOPERATIF	0,00	295 773,75	5 871,25	0,00		301 645,00
27281000 Parts sociales CREDIT MUTUEL	53 838,00		1 654,00	0,00		55 492,00
<b>Prêts</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>10 630,63</b>	<b>6 850,00</b>	<b>1 550,00</b>	<b>0,00</b>		<b>19 030,63</b>
27500000 Dépôts et cautionnements versés	10 630,63	6 850,00	1 550,00	0,00		19 030,63
<b>Total Immobilisations financières</b>	<b>677 653,54</b>	<b>307 623,75</b>	<b>9 157,75</b>	<b>2 747,41</b>		<b>991 687,63</b>
<b>TOTAL IMMOBILISATION</b>	<b>18 335 830,01</b>	<b>3 282 400,78</b>	<b>472 181,15</b>	<b>345 081,59</b>	<b>0,00</b>	<b>21 745 330,35</b>

Avec la reprise des investissements du Vaucluse au 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour 3 282 400,78 € au total.

### Travaux et projets en cours au 31 décembre 2024

Travaux d'assainissement DAME Centre Cluzel 5 966,40 €

## 2-2 Mouvements ayant affectés les amortissements des immobilisations

Amortissements	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023	Reprise Vaucluse 1er janvier 2024	Dotations 2024	Diminutions 2024	Amortissements et dépréc. au 31/12/2024
<b>Frais d'établissement</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Frais de recherche et de développement</b>	<b>1 556,37</b>		<b>153,09</b>	<b>0,00</b>	<b>1 709,46</b>
28031000 Amort. Frais Etudes	1 556,37		153,09	0,00	1 709,46
<b>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.</b>	<b>139 879,37</b>	<b>30 866,49</b>	<b>6 133,29</b>	<b>9 029,73</b>	<b>167 849,42</b>
28050000 Amort. Logiciels, licenc droits ...	139 879,37	30 866,49	6 133,29	9 029,73	167 849,42
<b>Fonds commercial (établissements privés)</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
- dont droit au bail	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Immobilisations incorporelles en cours</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL amortissements et dépréciations des immob. incorporelles</b>	<b>141 435,74</b>	<b>30 866,49</b>	<b>6 286,38</b>	<b>9 029,73</b>	<b>169 558,88</b>
<b>Terrains</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure</b>	<b>140 573,51</b>		<b>11 148,63</b>	<b>0,00</b>	<b>151 722,14</b>
28120000 Amort. Agencements, aménag. terrain	140 573,51		11 148,63	0,00	151 722,14
<b>Constructions sur sol propre</b>	<b>3 095 636,79</b>	<b>1 399 877,80</b>	<b>314 229,24</b>	<b>25 831,33</b>	<b>4 783 912,50</b>
28131000 Amort. Bâtiments sur sol propre	1 959 919,67	1 399 877,80	188 670,82	0,00	2 148 590,49
28135000 Amort. IGAAC sur sol propre	1 135 717,12		125 558,42	25 831,33	1 235 444,21
<b>Constructions sur sol d'autrui</b>	<b>2 737 874,98</b>		<b>266 254,57</b>	<b>27 210,95</b>	<b>2 976 918,60</b>
28141000 Amort. Bâtiments sur sol d'autrui	2 634 409,33		248 604,81	0,00	2 883 014,14
28145000 Amort. IGAAC sur sol d'autrui	103 465,65		17 649,76	27 210,95	93 904,46
<b>Installations, matériel et outillage techniques</b>	<b>1 498 623,47</b>	<b>1 120,02</b>	<b>67 208,21</b>	<b>65 681,49</b>	<b>1 501 270,21</b>
28151100 Amort. Instal. Complex.Spec.	2 417,07		281,60	0,00	2 698,67
28151200 Amort. Instal. Mat. Cuisine	189 606,78		9 631,40	7 156,26	192 081,92
28151300 Amort. Instal. Mat. Buanderie	82 068,94		7 134,27	0,00	89 203,21
28151500 Amort. Instal. Mat. Ateliers prof.	58 455,49		330,38	0,00	58 785,87
28151700 Amort. Instal. Mat. Sécurité Survei	46 421,52		6 382,03	0,00	52 803,55
28154400 Amort. Instal. Mat. Thérapeutique	185 510,88	1 120,02	9 214,59	37 607,44	157 118,03
28154500 Amort. Instal. Mat. Educatif	167 847,64		5 629,25	10 753,34	162 723,55
28154600 Amort. Mat. Outillage Entretien	220 817,15		4 008,63	3 558,99	221 266,79
28154700 Amort. Mat. d'Hébergement	334 200,68		20 287,57	6 605,46	347 882,79
28154800 Amort. Autres matériels	11 219,35		483,20	0,00	11 702,55
28155000 Amort. Instal. Mat. financés par T A	200 057,97		3 825,29	0,00	203 883,26
<b>Autres immobilisations corporelles</b>	<b>1 345 588,02</b>	<b>518 751,77</b>	<b>168 825,14</b>	<b>211 596,07</b>	<b>1 821 568,86</b>
28181000 Amort. IG Agencements Aménag.divers	81 054,59	182 208,49	29 700,78	0,00	110 755,37
28182000 Amort. Matériel de transport	559 907,55	50 479,93	55 725,16	63 824,44	551 808,27
28183000 Amort. Matériel de bureau & inform.	531 149,58	224 646,05	72 239,68	124 643,71	703 391,60
28184000 Amort. Mobilier de bureau	173 476,30	61 417,30	11 159,52	23 127,92	161 507,90
<b>Immobilisations corporelles en cours</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL amortissements et dépréciations des immob. corporelles</b>	<b>8 818 296,77</b>	<b>1 919 749,59</b>	<b>827 665,79</b>	<b>330 319,84</b>	<b>11 235 392,31</b>
<b>Dépréciations des immobilisations financières</b>					
<b>Participations et créances rattachées à des participations</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Autres titres immobilisés</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Prêts</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Autres</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>8 959 732,51</b>	<b>1 950 616,08</b>	<b>833 952,17</b>	<b>339 349,57</b>	<b>11 404 951,19</b>

Avec la reprise des amortissements du Vaucluse au 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour 1 950 616,08 € au total.

## 2-3 Provision pour dépréciation des immobilisations

Néant

## 2-4 Dépôts et cautionnements

Dépôt et caution versés	A l'ouverture au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	Vaucluse 1 <sup>er</sup> janvier 2024	Augmentation	Diminution	A la clôture au 31 déc. 2024
Siège (caution location garage Marronniers)	120,00				120,00
Centre Cluzel IME (carte pro)	2 000,00				2 000,00
CMPP - CAMSP	1 391,63				1 391,63
MAS des écrins (caution ABI)	1 500,00				1 500,00
Secteur SNC (agrément tourisme)	4 573,00				4 573,00
MDA (clé café CSE)	5,00				5,00
MDA (dépôt garantie location Briançon)	1 041,00		1 530,00		2 571,00
CMPP Vaucluse		1 000,00	20,00		1 020,00
SSEFS Vaucluse		5 850,00			5 850,00
<b>TOTAL</b>	<b>10 630,63</b>	<b>6 850,00</b>	<b>1 550,00</b>	<b>0,00</b>	<b>19 030,63</b>

## 2-5 Etat des échéances des créances (à moins d'un an pour l'actif circulant)

Libellé	Montant brut 2024
<b>CREANCES (a)</b>	
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>	<b>991 687,63</b>
<b>Créances rattachées à des participations(25-26)</b>	<b>107 500,00</b>
26600000 Autres formes de participation	107 500,00
<b>Prêts (274)</b>	<b>0,00</b>
<b>Autres immobilisations financières (271 à 273, etc)</b>	<b>884 187,63</b>
27244000 Parts sociales CAISSE EPARGNE	508 020,00
27245000 Parts sociales CREDIT COOPERATIF	301 645,00
27281000 Parts sociales CREDIT MUTUEL	55 492,00
27500000 Dépôts et cautionnements versés	19 030,63
<b>Créances de l'actif circulant :</b>	<b>658 987,23</b>
<b>Créances clients et comptes rattachés (411 à 418)</b>	<b>393 739,49</b>
41100000 Créances usager, caisses	319 074,75
41600000 Clients - Douteux ou litigieux	74 664,74
<b>Autres créances clients (4096,4097, etc)</b>	<b>76 872,01</b>
40100000 Fournisseurs débiteurs	4 300,41
40960000 Frs - Cr embal matériel à rendre	105,00
40980000 Fournisseurs autres avoirs non reçu	440,65
45100000 Fédération Générale des PEP Paris	40 642,20
46300000 FMARV MAS Fonds en dépôt	300,00
46710000 Autres comptes créditeurs	186,00
46750000 Dépenses remboursées par un FAF	29 265,50
46770000 Association Sportive CLUZEL	260,78
46870000 Produits à recevoir	1 371,47
<b>Personnel et comptes rattachés (421,)</b>	<b>526,46</b>
42520000 Personnel - Trop perçus reportés	508,31
42860000 SAPersonnel -charges à payer	18,15
<b>Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)</b>	<b>0,00</b>
<b>Etat et autres collectivités publiques (44 sauf )</b>	<b>167 953,35</b>
44111000 Etat - Subv Invest à Recevoir CARSAT Sud Est - MAS des écrins	3 953,35
44171100 Subv. exploitation FSE DREETS - MDA	40 000,00
44172000 Subv. exploitation Région - MDA	12 000,00
44173000 Subv. exploitation Département - MDA	77 000,00
44177000 Subv. exploitation Org. Privés fondation HP HF - MDA	35 000,00
<b>Autres</b>	
<b>Charges constatées d'avance (486)</b>	<b>19 895,92</b>
48600000 Charges constatées d'avance	19 895,92
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>1 650 674,86</b>

## 2-6 Valeurs mobilières de placements

Valeurs mobilières de placement	Solde au 31 déc. 2024
Certificat de dépôt Crédit Mutuel	2 100 000,00
Certificat de dépôt Caisse d'Epargne	4 500 000,00
Certificat de dépôt Crédit Coopératif	1 800 000,00
Placement Crédit Mutuel CA 2,7 % du Vaucluse (1)	332 883,59
<b>TOTAL</b>	<b>8 732 883,59</b>

Les valeurs en portefeuilles sont évaluées selon leur valeur d'acquisition.

Une provision est constatée à hauteur de 31 542,72 € dans la comptabilité du CMPP Vaucluse car la valeur du placement (1) réalisé sur le Vaucluse (CM CA 2,7%) au 31 décembre est inférieure à la valeur d'achat.

Au 31 décembre 2024 aucune plus-value latente, mais des intérêts courus sur CAT-DAT pour 308 266,50 €.

## 2-7 Etat de la trésorerie à court terme

<b>Trésorerie à court terme</b>	<b>Solde au 31 déc. 2024</b>
Chèques à encaisser	0,00
Crédit Coopératif	172 890,25
Crédit Mutuel	990 291,83
Crédit Mutuel nantissement	108 503,79
Caisse d'épargne Provence Alpes Corse	115 010,95
BNP Paribas	1 036 114,60
<b>Comptes courants bancaires</b>	<b>2 422 811,42</b>
Livret Caisse d'épargne	99 050,66
CS Livret Caisse d'épargne	57 983,86
Livret OBNL Crédit Mutuel	1 020 833,82
BNP Paribas compte épargne	548,55
<b>Comptes sur Livrets</b>	<b>1 178 416,89</b>
<b>Intérêts à recevoir</b>	<b>308 266,50</b>
<b>Caisse et régie d'avance</b>	<b>1 657,29</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 911 152,10</b>

## 2-8 Mouvements ayant affectés les fonds propres au bilan

	Conso Décembre 2023 Clôture	Conso Décembre 2024 Affect.résult.	Conso Décembre 2024 Augmentation	Conso Décembre 2024 Dim.& Rep.util.	Conso Décembre 2024 Résultat	Conso Décembre 2024 Clôture
<b>VARIATION FONDS PROPRES S.D.R.</b>						
1020 Fonds associatif sans droit de reprise (SDR)	128 417,58					128 417,58
1021 Valeur du patrimoine intégré	90 820,51					90 820,51
1022 Fonds statutaires	0,00		77 886,00			77 886,00
1024 Apports sans droit de reprise	2 381 776,41		139 046,93			2 520 823,34
1025 Legs et donations	0,00					0,00
1051 Ecart réévaluation sur biens SDR	0,00					0,00
1060 Réserves	0,00					0,00
1062 Réserves indisponibles	0,00					0,00
1063 Réserves stat.& contract.	0,00					0,00
1064 Réserves réglementées	0,00					0,00
<b>10681 Réserve pour projet associatifs des autres secteurs</b>	0,00					0,00
1200 Résultat - Grpe	348 228,64	-348 228,64	-324 791,12	324 791,12	699 263,47	699 263,47
13000 Sub. invest. affectées à biens non renouvelables	0,00					0,00
1310 Subventions d'équipement	2 769 372,77		6 576,35			2 775 949,12
1380 Autres subventions d'investissement	0,00					0,00
1390 Sub. invest. Insrites au compte de résultat	0,00					0,00
1391 Subventions d'équipement	-1 156 520,62			-65 410,30		-1 221 930,92
1398 Autres subventions d'investissement	-200 057,97			-3 825,29		-203 883,26
<b>Total</b>	<b>4 362 037,32</b>	<b>-348 228,64</b>	<b>-101 281,84</b>	<b>255 555,53</b>	<b>699 263,47</b>	<b>4 867 345,84</b>
<b>VARIATION DES AUTRES FONDS ASSOCIATIFS</b>						
1030 Fonds associatif sans droit de reprise (ADR)	0,00					0,00
1034 Apports avec droit de reprise	0,00					0,00
1035 Legs et donations assortis d'obligation/condition	0,00					0,00
1052 Ecart réévaluation sur biens ADR	0,00					0,00
<b>1068 Réserves Projet associatif secteur médico social</b>	0,00					0,00
10682 Excédents affectés à l'investissement SNC	212 395,71					212 395,71
10685 Réserves des activités de l'entité	0,00					0,00
10685 Réserves des activités hors gestion contrôlée (SNC)	888 380,80		7 963,82			896 344,62
10685 Réserves des activités ESSMS sous gestion contrôlée (SMS)	3 902 867,40	318 067,78	2 665 611,67			6 886 546,85
1100 Report à nouveau	0,00					0,00
1100 Report à nouveau hors activité médico-sociale (SNC)	391 334,75	48 090,38	101 453,68			540 878,79
1105 Report à nouveau des activités médico-sociales hors gestion contrôlée	207 832,83					207 832,83
1150 RAN des activités médico-sociales sous gestion contrôlée par l'ARS (SMS)	255 112,20	128 173,84	74 804,52			458 090,56
11591 RAN des charges rejetées du SMS	0,00					0,00
11592 RAN charges et produits SMS dont la prise en compte est différée	-229 413,33		-30 142,80			-259 556,13
1190 Report à nouveau (solde débiteur)	0,00					0,00
1190 Report à nouveau (solde débiteur) hors activité médico-sociale (SNC)	-661 861,07	-33 800,22				-695 661,29
1195 Report à nouveau (solde débiteur) des activités médico-sociales (SMS)	-28 404,40	-112 303,14				-140 707,54
<b>Total</b>	<b>4 938 244,89</b>	<b>348 228,64</b>	<b>2 819 690,87</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 106 164,40</b>
<b>VARIATION AUTRES FONDS TIERS FINANCEURS</b>						
14100 Prov. reglem. / renforcement couverture BFR	0,00					0,00
14200 Prov. reglem. / immobilisations	0,00					0,00
14400 Prov. reglem. / autres éléments d'actif	0,00					0,00
14500 Prov. régl.amort.dérégatoires	0,00					0,00
14600 Prov.spéciale de réévaluation	0,00					0,00
14700 Plus values réinvesties	0,00					0,00
14800 Autres provisions réglementées	39 743,12		397 426,49			437 169,61
<b>Total</b>	<b>39 743,12</b>	<b>0,00</b>	<b>397 426,49</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>437 169,61</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>						
1911 Fonds reportés liés aux legs ou donation	0,00					0,00
1920 Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux e	687 711,84		476 529,93	-82 672,18		1 081 569,59
1940 fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	232 980,07		116 272,18	-97 862,41		251 389,84
1950 fonds dédiés sur dons manuels affectés	0,00					0,00
1970 fonds dédiés sur legs et donations affectés	0,00					0,00
<b>Total</b>	<b>920 691,91</b>	<b>0,00</b>	<b>592 802,11</b>	<b>-180 534,59</b>	<b>0,00</b>	<b>1 332 959,43</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>10 260 717,24</b>	<b>0,00</b>	<b>3 708 637,63</b>	<b>75 020,94</b>	<b>699 263,47</b>	<b>14 743 639,28</b>

### Résultats du Vaucluse intégré au tableau ci-dessus

	Résultat comptable	retraitement médico-social	Résultats affectés	Résolution d'affectation des résultats Assemblée Générale du 24 avril 2024
<b>CMPP Vaucluse</b>	268 048,71	28 621,23	296 669,94	affectation à l'investissement 106852
<b>SSEFS Vaucluse</b>	55 577,53	6 109,73	61 687,26	affectation à l'investissement 106852
<b>Résultat Ets médico-sociaux</b>	<b>323 626,24</b>	<b>34 730,96</b>	<b>358 357,20</b>	
<b>Association du Vaucluse</b>	1 164,88		1 164,88	RAN hors activité médico sociale 110
<b>Total des résultats 2023 du Vaucluse</b>	<b>324 791,12</b>		<b>359 522,08</b>	

## 2-9 Mouvements ayant affecté les provisions inscrites au bilan

Provisions pour risques et charges	Montant au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	Reprise Vaucluse 1 <sup>er</sup> janvier 2024	Dotation de l'exercice Augmentation	Reprise de l'exercice Diminution	Montant au 31 déc. 2024
<b>Risques liés à des litiges d'emploi</b>	<b>0</b> 0				<b>0</b> 0
<b>Provisions pour pensions</b>	<b>951 488</b>	<b>429 152</b>	<b>43 531</b>	<b>222 142</b>	<b>1 202 029</b>
Siège administratif SMS	95 043		5 916		100 959
Siège Social (Vaucluse)		2 855		1 157	1 698
Service DEL	402		242		644
MDA	21 523		1 825		23 348
Centre Le Cosse Agde	46 446		5 321		51 767
CMPP Hautes Alpes	150 592		12 880	21 363	142 109
CAMSP Hautes Alpes	170 244		15 290	27 057	158 477
Centre Jean Cluzel DAME	195 838			17 392	178 446
Centre Jean Cluzel DITEP	125 388		1 806		127 194
MAS des écrins	146 012		251	2 745	143 518
CMPP Vaucluse		339 900		136 300	203 600
SSEFS Vaucluse		86 397		16 128	70 269
<b>Autres provisions pour risques</b>	<b>10 636</b>		<b>24 465</b>	<b>0</b>	<b>35 101</b>
MAS des écrins	7 400				7 400
CAMSP-CMPP Hautes Alpes	3 236				3 236
Siège administratif SMS			12 233		12 233
CMPP Vaucluse			6 116		6 116
SSEFS Vaucluse			6 116		6 116
<b>TOTAL (1) Risques</b>	<b>962 124</b>	<b>429 152</b>	<b>67 996</b>	<b>222 142</b>	<b>1 237 130</b>
<b>TOTAL (2) Charges</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Créances douteuses (3)</b>					
Siège DEL	480		859		1 339
Centre Le Cosse Agde	0				0
Siège social	25 694				25 694
MDA			28 000		28 000
CMPP Hautes Alpes	3 030				3 030
MAS des écrins	45 430			829	44 601
<b>TOTAL (3) Créances Douteuses</b>	<b>74 635</b>	<b>0</b>	<b>28 859</b>	<b>829</b>	<b>102 665</b>
<b>Dépréciation des immobilisations (4)</b>	<b>0</b>				<b>0</b>
<b>Total des Provisions (1+2+3+4)</b>	<b>1 036 759</b>	<b>429 152</b>	<b>96 855</b>	<b>222 971</b>	<b>1 339 795</b>

<b>Provisions réglementées et Fonds dédiés</b>	Montant au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	Reprise Vaucluse 1 <sup>er</sup> janvier 2024	Dotation de l'exercice Augmentation	Reprise de l'exercice Diminution	Montant au 31 déc. 2024
<b><u>Provisions réglementées pdts financiers</u></b>					
CMPP Vaucluse		25 689			25 689
<b><u>Prov. réglementées - PV actif immobilisé</u></b>					0
CLUZEL DITEP	39 743				39 743
CMPP Vaucluse		259 334			259 334
SSEFS Vaucluse		8 450			8 450
<b><u>Prov. réglementées - PV actif circulant</u></b>					0
CMPP Vaucluse		97 083	6 870		103 953
<b>Total des Provisions régl. Imo (5)</b>	<b>39 743</b>	<b>390 556</b>	<b>6 870</b>	<b>0</b>	<b>437 170</b>
<b><u>Fonds dédiés sur crédits non reconduct.</u></b>					
<b><i>CNR Investissements</i></b>					
CLUZEL DAME CNR travaux	259 051			22 359	236 693
CLUZEL ITEP CNR travaux	41 148			2 702	38 446
CLUZEL matériel info CNR Covid 19	0				0
CAMSP HA travaux antenne Larnage	17				17
CMPP - CAMSP Hautes Alpes mat. Info	484			221	263
MAS des écrans CNR	377 297			15 310	361 986
CMPP Vaucluse		430 735		36 007	394 728
SSEFS Vaucluse		45 795		4 876	40 919
MDA Investissement à réaliser	9 715			1 198	8 517
<b>sous total fonds dédiés à l'invest.</b>	<b>687 712</b>	<b>476 530</b>			<b>1 081 570</b>
<b><i>CNR fonctionnement</i></b>					
MDA Préparons demain					
MDA Trajectoires enfants	71 991		113 972	71 991	113 972
MDA Regards d'Ado					
Siège Social - adhésions solidarité	9 635		2 301		11 936
ESMS CPOM CNR Appui exceptionnel	34 875				34 875
CLUZEL DAME renfort personnel	0				0
CLUZEL DAME CNR 2021 reporté	4 002				4 002
CLUZEL DAME CNR 2022 reporté	25 000				25 000
CLUZEL DAME MN Segur extens° CTI privé soldé	4 951				4 951
CLUZEL DITEP CNR 2021 reporté	1 208				1 208
CLUZEL Sessad di-dv CNR 2021 reporté	10 552				10 552
CLUZEL Sessad TCC CNR 2021 reporté	6 351				6 351
MAS des écrans renfort personnel	10 976			9 213	1 763
MAS des écrans CNR 2021 reporté	2 564				2 564
MAS des écrans CNR 2023 reporté	2 670				2 670
CAMSP CMPP formation Autisme	205				205
CAMSP prise en charge Autisme	6 184				6 184
CAMSP CMPP stagiaires gratification	185				185
CAMSP CNR 2021 reporté	20 212			1 635	18 577
CAMSP CNR 2023 reporté	3 780			2 916	864
CMPP CNR 2021 reporté	4 635			2 656	1 979
CMPP CNR 2023 reporté	12 079			9 451	2 627
CMPP rém. synthèse libéraux	925				925
<b>sous total fonds dédiés au fonct.</b>	<b>232 980</b>				<b>251 390</b>
<b>Total des Fonds dédiés (6)</b>	<b>920 692</b>	<b>476 530</b>	<b>116 272</b>	<b>180 535</b>	<b>1 332 960</b>
<b>TOTAL GENERAL (5 et 6)</b>	<b>960 435</b>	<b>867 086</b>	<b>123 142</b>	<b>180 535</b>	<b>1 770 129</b>



Au cours de l'année 2024, l'autorité de tarification nous a accordé par les décisions tarifaires suivantes des **Mesures Nouvelles** et des **Crédits Non Reconductibles**

- Décision Tarifaire n° 43 du 13 juin 2024 (actualisation tarification) ,
- Décision Tarifaire n° 148 du 15 juillet 2024 TD Hautes Alpes (revalorisation salariale CCN66)
- Décision Tarifaire n° 13291 du 19 juillet 2024 TD Vaucluse (revalorisation salariale CCN66)

regroupement DAME au 1 <sup>er</sup> janvier 2024									
PEP ADSV	IME	SESSAD	DITEP	CMPP Hautes Alpes	CAMSP Hautes Alpes	MAS	CMPP Vaucluse	SSEFS Vaucluse	TOTAL
Base au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	2 257 631,37 €	650 038,43 €	1 515 193,65 €	1 153 931,32 €	1 444 442,31 €	2 371 970,57 €	2 577 825,71 €	1 108 938,85 €	13 079 972,21 €
Actualisation taux de 0,439 %	9 911,00 €	2 853,67 €	6 651,70 €	5 065,76 €	6 341,10 €	10 412,95 €	11 316,66 €	4 868,23 €	57 421,07 €
Mesures nouvelles : revalorisation CCNUE	70 706,30 €	9 640,74 €	55 744,21 €	37 146,65 €	26 570,63 €	41 843,65 €	82 983,78 €	16 446,71 €	341 082,67 €
Rappel Complément traitement Indiciaire							- 22 948,00 €	-	22 948,00 €
CNR gratification stagiaire	- 360,45 €		2 801,40 €						2 440,95 €
CNR évolution de l'offre MS			1 000,00 €						1 000,00 €
Total financement 2024 Ass Maladie	2 337 888,22 €	662 532,84 €	1 581 390,96 €	1 196 143,73 €	1 477 354,04 €	2 424 227,17 €	2 649 178,15 €	1 130 253,79 €	13 458 968,90 €
Total financement établissement 2024	2 337 888,22 €	662 532,84 €	1 581 390,96 €	1 196 143,73 €	1 477 354,04 €	2 424 227,17 €	2 649 178,15 €	1 130 253,79 €	13 458 968,90 €
Base au 1 <sup>er</sup> janvier 2024 Assurance Maladie	2 337 888,22 €	662 532,84 €	1 581 390,96 €	1 196 143,73 €	1 477 354,04 €	2 424 227,17 €	2 649 178,15 €	1 130 253,79 €	13 458 968,90 €
Base au 1 <sup>er</sup> janvier 2024 Département Hautes Alpes					254 357,27 €				254 357,27 €
Total base établissements 2024					1 731 711,31 €				13 713 326,17 €

Mesures Nouvelles (pérennes) : détail ci-dessous

- La revalorisation salariale CCN66 pour un total de 241 652,18 € au PEP ADS et 99 430,49 € au CMPP et SSEFS Vaucluse

	Dotation 2024 CPOM	ARS DT n° 148 ARS 15 juillet 2024 MN revalorisation rémunération CCNUE		Dotation 2024 CPOM	ARS DT n° 13291 ARS 19 juillet 2024 MN revalorisation rémunération CCNUE
FINESS	Etablissements PEP ADSV		FINESS	Etablissements PEP ADSV	
050000975	EJ PEPADSV		050000975	EJ PEPADSV	
050000207	CMPP Hautes Alpes	37 146,65 €	840002307	CMPP Vaucluse	82 983,78 €
050000363	IME	70 706,30 €	840013536	SSEFS Sessad Vaucluse	16 446,71 €
050007657	SESSAD DI-DV UEMA	9 640,74 €		TOTAL	99 430,49 €
	TOTAL DAME Cluzel	80 347,04 €		TOTAL EJ PEP ADSV	341 082,67 €
050006048	MAS	41 843,65 €			
050006980	Dispositif ITEP	55 744,21 €			
050005420	CAMSP Ass. maladie 80%	26 570,63 €			
	CAMSP Département 20%				
	TOTAL	241 652,18 €			

Pour rappel l'incidence en année pleine des Mesures Nouvelles accordées en 2023 :

- L'extension de places TSA pour le SESSAD DI-DV, 5 places en plus, soit 140 501 € en année pleine 2024.
- Au titre de l'ouverture de l'Unité d'Enseignement Élémentaire Autiste UEEA à le DAME (IME) pour 140 000 € en année pleine 2024.

Crédits Non Reconductibles : détail ci-dessous

1<sup>ère</sup> phase de tarification

- Au titre de la gratification stagiaire pour un montant de : 2 801,40 € au DITEP Cluzel,
- Au titre de l'évolution de l'offre médico-sociale pour un montant de : 1 000 € au DITEP Cluzel.

Les **fonds dédiés de fonctionnement** représentent au **total 125 482,46 €** dont détail ci-dessous.

A noter des CNR accordé au titre de 2024 pour un total de 3 801,40 € au DITEP Cluzel dépensés totalement sur l'année.

<b>Fonds dédiés de fonctionnement</b>		<b>Montant au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Accordé dans l'année</b>	<b>Utilisé dans l'année</b>	<b>Montant reporté</b>
CAMSP	CNR gratification stagiaire	184,50			184,50
CAMSP	CNR amélioration PEC autisme	6 184,15		592,55	5 591,60
CAMSP	CNR 2021 Covid 19 autotests	1 171,42			1 171,42
CAMSP	CNR formation TSA	552,75			552,75
CAMSP	CNR Aide démarrage installation PCO	18 487,94		1 042,71	17 445,23
CAMSP	CNR 2023 Attractivité des métiers	3 780,00		2 916,00	864,00
<b>Total établissement CAMSP Hautes Alpes</b>		<b>30 360,76</b>	<b>0,00</b>	<b>4 551,26</b>	<b>25 809,50</b>
CMPP	CNR rémunération synthèse des libéraux	925,00			925,00
CMPP	CNR formation autisme	204,60			204,60
CMPP	CNR formation TSA	3 529,46		2 655,80	873,66
CMPP	CNR 2021 Covid 19 autotests	1 105,57			1 105,57
CMPP	CNR 2023 Qualité de Vie au Travail	12 078,51		9 451,10	2 627,41
<b>Total établissement CMPP Hautes Alpes</b>		<b>17 843,14</b>	<b>0,00</b>	<b>12 106,90</b>	<b>5 736,24</b>
IME	CNR 2021 Covid 19 autotests	2 174,52			2 174,52
SESSAD DI-DV	CNR 2021 Covid 19 autotests	552,39			552,39
IME	CNR 2021 formation TSA	1 827,83			1 827,83
IME	MN 2021 solde Ségur Lafourcade extension CTI privé	4 950,86			4 950,86
SESSAD DI-DV	CNR 2021 Aide démarrage frais d'installation	10 000,00			10 000,00
IME	CNR 2022 Appui exceptionnel ESMS	20 275,67			20 275,67
IME	CNR 2023 Aide au démarrage	12 000,00			12 000,00
IME	CNR 2023 Attractivité des métiers	12 000,00			12 000,00
IME	CNR 2023 Prévention	1 000,00			1 000,00
SESSAD DI-DV	CNR 2022 Appui exceptionnel ESMS	2 603,28			2 603,28
<b>Total établissement DAME Cluzel</b>		<b>67 384,55</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>67 384,55</b>
SESSAD TCC	CNR 2021 EMAS	6 000,00			6 000,00
SESSAD TCC	CNR 2021 Covid 19 autotests	351,03			351,03
ITEP	CNR 2021 Covid 19 autotests	1 208,22			1 208,22
DITEP	CNR 2022 Appui exceptionnel ESMS	11 995,88			11 995,88
<b>Total établissement DITEP Cluzel</b>		<b>19 555,13</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>19 555,13</b>
MAS des écrins	CNR renforcement RH sit. Complexes	10 976,27		9 212,95	1 763,32
MAS des écrins	CNR 2021 Covid 19 autotests	2 563,72			2 563,72
MAS des écrins	CNR 2023 Qualité de Vie au Travail	2 670,00			2 670,00
<b>Total établissement MAS des écrins</b>		<b>16 209,99</b>	<b>0,00</b>	<b>9 212,95</b>	<b>6 997,04</b>
<b>Total Ets Médico Sociaux CPOM PEP ADSV</b>		<b>151 353,57</b>	<b>0,00</b>	<b>25 871,11</b>	<b>125 482,46</b>

report CAMSP	30 360,76
report CMPP	17 843,14
report DAME	67 384,55
report DITEP	19 555,13
report MAS	16 209,99
reports antérieurs	151 353,57
<b>CNR 2023 dépensés</b>	<b>-25 871,11</b>
CNR total à utiliser	125 482,46

## 2-10 Etat des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts et dettes éts crédit	Capital emprunté	Durée dates échéances	Solde au 31 déc. 2024	Échéances		
				- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
<b><u>Siège administratif - pôle enfance</u></b>						
Emprunt CDC Paca	464 638 €	25 ans				
Intérêts courus/emprunts		2008 - 2032				
<b><u>CMPP - pôle enfance</u></b>						
Emprunt Crédit Mutuel		13 ans	<b>105 994</b>			
Intérêts courus/emprunts			105 837	25 919	79 918	
	673 897 €	février 2016 à janvier 2029	157	157		
<b><u>CAMSP - pôle enfance</u></b>						
Emprunt Crédit Mutuel			<b>105 993</b>			
Intérêts courus/emprunts			105 836	25 919	79 918	
			157	157		
<b><u>Centre CLUZEL ITEP - Villa Romette</u></b>						
Emprunt CDC Paca	300 000 €	25 ans				
Intérêts courus/emprunts		2006 - 2030				
<b><u>Centre CLUZEL SESSAD UEMA</u></b>						
Emprunt Crédit Mutuel	250 000 €	20 ans 2017-2037	<b>152 292</b>			
Bâtiment modulaire école Fontreyne Gap			152 083	12 500	50 000	89 583
Emprunt Crédit Mutuel	47 000 €	5 ans 2017-2022	0	0		
mobilier UEMA Gap						
Intérêts courus/emprunts			209	209		
<b><u>MAS des écrins - construction Embrun</u></b>			<b>2 487 485</b>			
Emprunt CDC Paca	3 721 175 €	30 ans	2 480 784	124 039	496 157	1 860 588
Intérêts courus/emprunts		mars 2015 à déc. <b>2044</b>	6 701	6 701		
<b><u>Centre d'Agde Le Cosse</u></b>			<b>222 541</b>			
Emprunt Caisse d'Epargne	430 000 €	15 ans	222 300	28 894	120 006	73 401
Intérêts courus/emprunts		avril 2017 / avril <b>2032</b>	241	241		
<b>TOTAL</b>	<b>5 886 710 €</b>		<b>3 074 304</b>	<b>224 735</b>	<b>825 999</b>	<b>2 023 571</b>

Les emprunts remboursés au cours de l'exercice 2024 s'élèvent à 216 841,38 €.

## 2-11 Etat des échéances des autres dettes (à moins d'un an pour les dettes d'exploitation)

Libellé	Montant brut 2024
<b>DETTES (b)</b>	
<b>Emprunts obligataires convertibles (161)</b>	<b>0,00</b>
<b>Autres emprunts obligataires (163)</b>	<b>0,00</b>
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (164 ..)</b>	<b>3 074 303,96</b>
16400000 Emprunt auprès éta crédit	3 066 840,07
16884000 Intérêts courus Emprunt Etab Crédit	7 463,89
<b>Emprunts et dettes financières divers (165...-17)</b>	<b>0,00</b>
<b>Avances et acomptes</b>	<b>2 568 197,19</b>
41910000 Usagers et Caisses créditeurs(trices) EMS	2 448 626,77
41911000 Usagers créditeurs acomptes et avances SNC	119 570,42
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés (401,403,408)</b>	<b>394 673,04</b>
40100000 Fournisseurs	280 924,83
40810000 Fournisseurs factures non parvenues	113 748,21
<b>Personnel et comptes rattachés (421,)</b>	<b>542 471,06</b>
42100000 Personnel - Rémunérations dues	1 707,77
42200000 Comité d'entreprise d'établissement	10 153,55
42820000 Dettes prov. pour congés à payer	441 068,30
42860000 Personnel - charges à payer	3 306,92
42861000 Personnel-Charges à payer sans AUX	71 685,43
42871000 Personnel - I.J.S.S. de la CCSS	10 742,61
42872000 Indemnisation Prévoyance complémentaire	3 806,48
<b>Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)</b>	<b>618 064,21</b>
43100000 Sécurité sociale - URSSAF	275 162,94
43720000 Mutuelle santé	33 335,94
43730000 Caisses Ret. Prév. MEDERIC MALAKOFF	120 046,14
43733000 Retraite Additionnelle Fonction Publique fonctionnaire	963,48
43820000 Charges Sociales s/Congés à payer	167 832,94
43860000 Organismes - Autres charges à payer	20 722,77
<b>Etat et autres collectivités publiques (44 sauf )</b>	<b>310 323,00</b>
44171000 Subv. exploitation Etat ARS - MDA	7 912,06
44210000 Prélèvement à la source - IR PAS	16 033,06
44450000 Etat Impôts sur les Sociétés taux réduit (OSBL)	30 559,00
44710000 Taxe sur salaires	55 319,42
44733000 Formation professionnelle F.P.C.	72 397,77
44734000 Effort construction P.E.E.C.	32 974,43
44820000 Charges fiscales sur congés à payer	54 064,03
44860000 Etat - Autres charges à payer	41 063,23
<b>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (269,279,404,405)</b>	<b>22 718,68</b>
40410000 Fournisseurs d'immobilisations	20 474,75
40470000 Fournisseurs d'immos retenue de garantie	2 243,93
<b>Autres dettes (solde créditeur 409, 41, 45, 46, ... )</b>	<b>17 664,38</b>
41100000 Clientts usagers	4 686,04
45110000 FG_PEP FG des PEP (centralisateur YOOZ)	1 302,12
46300000 FMARV MAS fonds de dépôt	11 659,00
46720000 Autres comptes débiteurs	17,22
<b>Produits constatés d'avance (487)</b>	<b>43 366,06</b>
48700000 Produits constatés d'avance	38 216,94
48710000 Produits constatés avance Taxe Appr	5 149,12
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>7 591 781,58</b>

## 2-11 Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance	au 31/12/2024
Dépenses concernant l'exercice 2024	19 895,92
<b>TOTAL</b>	<b>19 895,92</b>

Produits constatés d'avance	au 31/12/2024
Produits concernant l'exercice 2025	38 216,94
Produits const. d'avance Taxe Apprentissage	5 149,12
<b>TOTAL</b>	<b>43 366,06</b>

## 3 – COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

### 3-1 Etat des subventions et contributions financières perçues

Etat des subventions de fonctionnement perçues en 2024		MDA	service DEL	SAPADHE Vaucluse	Siège Médico-Social	Centre CLUZEL
<i>ETAT</i>	<b>502 391 €</b>					
Etat financement MDA - FIR ARS	334 124	334 124				
Etat financement MDA - CPO ARS	40 000	40 000				
Etat financement MDA - projets	15 000	15 000				
Etat financement MDA - projets	46 270	46 270				
Etat financement MDA - missions	37 643	37 643				
Etat financement Colo apprenantes DRAJES service DEL	11 000		11 000			
Etat Préfecture Région PACA - Délégation régionale académique à la Jeunesse à l'engagement et aux sports FDVA	3 000					3 000
Travail et emploi - Contrats aidés	15 354	1 000			3 854	10 500
<i>FONDS EUROPEENS</i>	<b>50 000 €</b>					
Europe FSE DREETS	50 000	50 000				
<i>REGION</i>	<b>16 000 €</b>					
Région Paca	16 000	12 000		4 000		
<i>DEPARTEMENTS</i>	<b>80 600 €</b>					
Hautes Alpes	77 000	77 000				
Vaucluse	3 600			3 600		
<i>COMMUNES</i>	<b>- €</b>					
Ville de Gap	0					
Ville d' Embrun	0					
Ville de Digne	0					
Ville de Manosque	0					
<i>COLLECTIVITES PUBLIQUES</i>	<b>- €</b>					
<i>ORGANISMES publics &amp; privés</i>	<b>36 960 €</b>					
MSA Alpes	1 000	1 000				
OETH	183	183				
Fondation Hopitaux Paris Hopitaux de France	35 000	35 000				
Taxe apprentissage Centre J. CLUZEL	777					777
<b>TOTAL des subventions de fonctionnement</b>	<b>685 951 €</b>	<b>649 220</b>	<b>11 000</b>	<b>7 600</b>	<b>3 854</b>	<b>14 277</b>

Etat des contributions financières perçues en 2024		SAPADHE Vaucluse	Siège Social	MAS des écrins	Siège SMS médico- social
Fédération Générale PEP ADS - CPO	30 055		30 055		
Fédération Générale PEP VAUCLUSE - CPO	42 605		42 605		
L'étincelle prime CEE	106			106	
Mutuelle Assurance Elèves MAE Vaucluse	1 000	1 000			
<b>TOTAL des contributions financières</b>	<b>73 766 €</b>	<b>1 000</b>	<b>72 660</b>	<b>106</b>	<b>0</b>

Etat des subventions d'investissement perçues en 2024		MDA	Siège DEL	Le Cosse AGDE	Siège Social	MAS des écrins	Centre Cluzel
REGION Provence Alpes Côte d'Azur	0						
CONSEIL DEPARTEMENTAL des Hautes Alpes	0						
COMMUNE de Gap	0						
CAF des Hautes-Alpes	0						
CARSAT Sud Est Contrat Prévention Risques	0						
Fondation JM Bruneau / Uniopss	0						
ENTREPRISES (taxe apprentissage)	2 623						2 623
<b>TOTAL</b>	<b>2 623 €</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 623</b>

### 3-2 Etat des résultats à affecter par établissement

	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024 = RESULTAT à AFFECTER		
AGDE centre LE COSSE	65 509,81		
Maison Des Adolescents	36 568,38		
SIEGE SOCIAL	-6 599,35		
Secteur Non Conventionné - service DEL	-29 438,97		
<b>Total secteur non conventionné</b>	<b>66 039,87</b>		
	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	Retraitement Médico Social	RESULTAT à AFFECTER
CLUZEL DAME ( IME et Sessad DI-DV UEMA)	181 480,69		181 480,69
CLUZEL Dispositif intégré ITEP	75 784,40		75 784,40
MAS des écrins	-196 975,37		-196 975,37
CMPP des Hautes Alpes	133 518,16		133 518,16
CAMSP des Hautes Alpes	74 219,62		74 219,62
CMPP du Vaucluse	117 658,06		117 658,06
SSEFS du Vaucluse	8 405,74		8 405,74
SIEGE Médico-Social	239 132,30		239 132,30
<b>Total secteur médico-social</b>	<b>633 223,60</b>	<b>0,00</b>	<b>633 223,60</b>
<b>Total général PEP ADSV</b>	<b>699 263,47</b>		

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité selon l'article 153-2 de l' A. N. C. 2019-04		
	2024	2023
Résultat comptable	699 263,47	348 228,64
Reprise du résultat antérieur *	0,00	0,00
<b>EXCEDENT ou DEFICIT EFFECTIF GLOBAL</b>	<b>699 263,47</b>	<b>348 228,64</b>
dont résultat effectif sous gestion propre	66 039,87	14 290,16
dont résultat effectif sous gestion contrôlée	633 223,60	333 938,48

\* correction de l'augmentation des contributions financières des autorités de tarification financant les déficits des exercices antérieurs ou des diminutions de contributions financières des autorités de tarification reprenant les excédents des exercices antérieurs des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée

## 4- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagements donnés : Néant

Engagements reçus :

Emprunts CDC et Crédit Mutuel pour l'achat des Marronniers pour le CMPP-CAMSP :

- Caution par le Conseil Général des Hautes Alpes à hauteur de 100 % de l'emprunt Crédit Mutuel.
- Nantissement sur le placement CM AEP 676 000 € lors de la renégociation pour le CMPP-CAMSP.

Emprunt CDC pour la construction de la MAS des écrins :

- Caution par la municipalité d'Embrun à hauteur de 50 % de l'emprunt CDC,
- Caution par la Caisse d'Epargne à hauteur de 50 % de l'emprunt CDC.

Emprunt Crédit Mutuel pour l'UEMA Sessad Centre J. CLUZEL :

- Nantissement accordé au CM à hauteur de 158 500 € en principal représentant 53,367 % du capital garanti et pour les intérêts, commissions, frais et accessoires en sus.

Emprunt Caisse d'Epargne pour rénovation Centre LE COSSE :

- Engagement de conservation des parts sociales CE Paca à hauteur de 200 000 € pendant 10 ans minimum.

Dettes garanties par des sûretés réelles : Néant



## ENGAGEMENTS DE RETRAITE DU PERSONNEL SALARIE

### 1. - HYPOTHESES RETENUES

Le présent calcul porte sur les engagements de retraite à l'égard du personnel salarié, selon la méthode actuarielle de la Fédération Générale des PEP

#### Taux de présence

Probabilité pour le salarié d'être présent à l'âge de la retraite :

Age	Taux
< 36 ans	75 %
36 à 50 ans	85 %
> 50 ans	95 %

#### Probabilité de survie

Selon les tables de mortalité.

#### Droits en mois

Evalués à partir de la Convention Collective applicable à l'établissement de l'Association

CCNT 66 secteur médico-social (incluant majoration d'ancienneté dans la Convention)

CCNT 89 secteur animation (Centre AGDE)

#### Taux de croissance des salaires

**1,80 %**

#### Taux d'actualisation

Le taux retenu est de

**3,38 %**

#### Taux de charges sociales

La moyenne des charges retenue s'élève à

**58,00 %**

#### Prorata

Quote-part des droits acquis au jour de l'évaluation

#### Age de départ

**67 ans**

Les engagements se répartissent comme suit entre chacun des établissements

### Evolution de la provision pour pensions

Engagement retraite méthode actuarielle FG PEP	Engagement acquis au 31 déc. 2020	Engagement acquis au 31 déc. 2021	Engagement acquis au 31 déc. 2022	Engagement acquis au 31 déc. 2023 <i>avec reprise Ets Vaucluse</i>	Engagement acquis au 31 déc. 2024 <i>PEP ADSV</i>
Siège administratif SMS	57 511	58 601	54 339	95 043	100 959
Service DEL SNC	30 860	15 505	230	402	644
ALSH	2 253				
MDA	17 524	20 927	16 613	21 523	23 348
Centre Le Cosse Agde	57 699	56 077	37 907	46 446	51 767
CMPP-CAMSP	386 222	356 671	336 862	320 836	300 586
Centre Jean CLUZEL	490 238	401 098	255 044	321 226	305 640
MAS des écrins	143 254	141 743	121 793	146 012	143 518
			<b>sous total PEP ADS</b>	<b>951 488</b>	
Siège Social Vaucluse				2 855	1 698
CMPP Vaucluse				339 900	203 600
SSEFS Vaucluse				86 397	70 269
			<b>sous total PEP Vaucluse</b>	<b>429 152</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>1 185 561</b>	<b>1 050 622</b>	<b>822 788</b>	<b>1 380 640</b>	<b>1 202 029</b>
<b>évolution</b>	<b>144 002</b>	<b>-134 939</b>	<b>-227 834</b>	<b>557 852</b>	<b>-178 611</b>

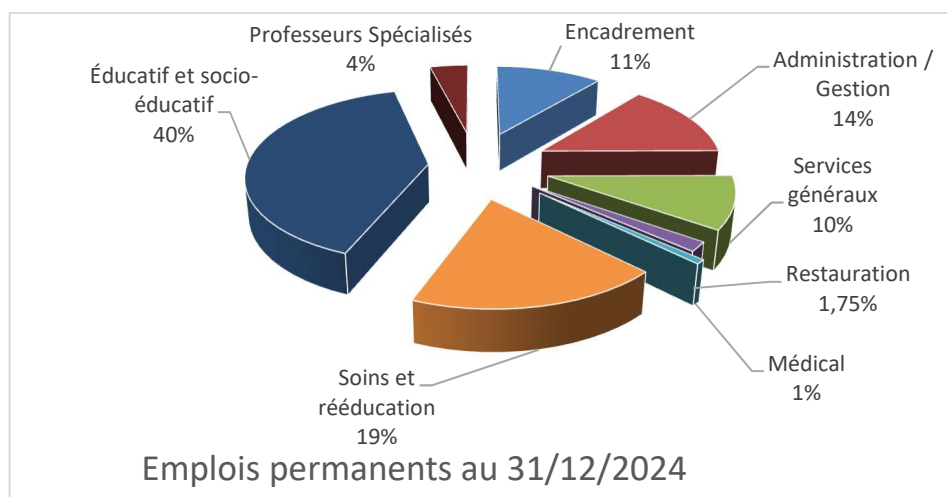
### Mouvement 2024 de la provision pour pensions

Engagement retraite	Situation comptable au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	Diminution reprise de l'exercice	Augmentation méthode actuarielle majoration anc. CCNT	Situation comptable au 31 déc. 2024
Siège Social <b>Vaucluse</b>	2 855	-1 157		1 698
Service DEL SNC	402		242	644
MDA	21 523		1 825	23 348
Centre Le Cosse Agde	46 446		5 321	51 767
<b>sous total SNC</b>	<b>71 226</b>	<b>-1 157</b>	<b>7 388</b>	<b>77 457</b>
Siège secteur SMS	95 043		5 916	100 959
CMPP des Hautes Alpes	150 592	-17 009	8 526	142 109
CAMSP des Hautes Alpes	170 244	-27 057	15 290	158 477
Centre CLUZEL DAME	195 838	-17 392		178 446
Centre CLUZEL DITEP	125 388		1 806	127 194
MAS des écrins	146 012	-2 745	251	143 518
CMPP <b>Vaucluse</b>	339 900	-136 300		203 600
SSEFS <b>Vaucluse</b>	86 397	-16 128		70 269
<b>sous total SMS</b>	<b>1 309 414</b>	<b>-216 631</b>	<b>31 789</b>	<b>1 124 572</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 380 640</b>	<b>-217 788</b>	<b>39 177</b>	<b>1 202 029</b>

ECHEANCIER REPROGRAPHIE du 1er décembre 2020 au 30 novembre 2025													
Contrat Location mobilière	Valeur à Neuf € H.T	Loyer Trimestriel € H.T	Prestations Trimestriel	Loyer Trimestriel € TTC	Locations à payer en						Solde au 31 déc. 2024	Redevances restant à payer	
					2020	2021	2022	2023	2024	2025		- 1 an	1 à 5 ans
<u>Siège administratif</u>													
<b>RICOH - nouveau parc reprographie</b>													
Imprimante IMC 3000A (option magasin GC) Siège 1er étage MS	5 752	255	0,54	306,65	102	1227	1227	1227	1227	1124	1124	1124	1 124
Imprimante IMC 300 Siège RDC service DEL > MDA	2 100	72	0,15	86,58	29	346	346	346	346	317	317	317	317
Imprimante IMC 3000A (option livret) IME J.Cluzel, RDC Admin	6 306	279	0,59	335,51	112	1342	1342	1342	1342	1230	1230	1230	1 230
Imprimante IMC 3000A IME J.Cluzel, modulaire RDC Prof	4 261	189	0,40	227,28	76	909	909	909	909	833	833	833	833
Imprimante IMC 300 IEP J.Cluzel, 1er étage	2 100	72	0,15	86,58	29	346	346	346	346	317	317	317	317
Imprimante IMC 300 IME J.Cluzel, 1er étage Educateurs	2 100	72	0,15	86,58	29	346	346	346	346	317	317	317	317
Imprimante IMC 300 UEIMA J.Cluzel, RDC	2 100	72	0,15	86,58	29	346	346	346	346	317	317	317	317
Imprimante IMC 3000A OL CMPP, RDC secrétariat	6 306	279	0,59	335,51	112	1342	1342	1342	1342	1230	1230	1230	1 230
Imprimante IMC 300 CAMSP, RDC	2 100	72	0,15	86,58	29	346	346	346	346	317	317	317	317
Imprimante IMC 3000A OL CMPP, 1er étage	6 306	279	0,59	335,51	112	1342	1342	1342	1342	1230	1230	1230	1 230
Imprimante IMC 3000A OL CMPP/CAMSP, Briançon	6 306	279	0,59	335,51	112	1342	1342	1342	1342	1230	1230	1230	1 230
Imprimante IMC 3000A Le Cosse, AGDE	4 261	189	0,40	227,28	76	909	909	909	909	833	833	833	833
Imprimante IMC 3000A MAS, RDC	4 261	189	0,40	227,28	76	909	909	909	909	833	833	833	833
Imprimante IM 350 MAS, Sous-sol	1 163	57	0,12	68,55	23	274	274	274	274	251	251	251	251
<b>Total nouveau parc reprographie</b>	<b>55 423</b>	<b>2 355</b>	<b>5,00</b>	<b>2 832,00</b>	<b>944</b>	<b>11 328</b>	<b>11 328</b>	<b>11 328</b>	<b>11 328</b>	<b>10 384</b>	<b>10 384</b>	<b>10 384</b>	<b>0</b>

## 5 – RESSOURCES HUMAINES

État des emplois permanents au 31/12/2024	Tota ETP PEP ADSV
<b>Fonctionnaires EN</b>	
Encadrement	3
<b>Salariés de droit privé</b>	
Encadrement	19,41
Administration / Gestion	28,13
Services généraux	19,83
Restauration	3,55
Médical	1,58
Soins et rééducation	38,14
Éducatif et socio-éducatif	81,19
Professeurs Spécialisés	8
<b>Total équivalent temps plein</b>	<b>202,83</b>
Total équivalent temps plein 2023 sans le Vaucluse	142,99
Variation	59,84



### Secteur médico-social (SMS)

État des emplois permanents au 31/12/2024	Siège SMS	DAME	DITEP	CMPP 05	CAMSP 05	MAS des Écrins	CMPP 84	SSEFS 84	Total SMS
<b>Fonctionnaires EN</b>									
Encadrement	2	0,5	0,5						3
<b>Salariés de droit privé</b>									
Encadrement	3	3,1	1,9	1,7	1,91	1,8	1	2	16,41
Administration / Gestion	5,2	1,75	1,25	2,22	3,08	2,9	7,8	1,4	25,6
Services généraux		7,86	5	0,03	0,04	4,9			17,83
Restauration		2,91	0,64						3,55
Médical				0,05	0,53		1		1,58
Soins et rééducation		3,2	2,1	4,6	7,44	12,9	7,4	0,5	38,14
Éducatif et socio-éducatif		28,05	13,85	5,37	6,7	7,6	13,41	3,45	78,43
Professeurs Spécialisés								8	8
<b>Total équivalent temps plein</b>	<b>10,20</b>	<b>47,37</b>	<b>25,24</b>	<b>13,97</b>	<b>19,70</b>	<b>30,10</b>	<b>30,61</b>	<b>15,35</b>	<b>192,54</b>
Total ETP 31/12/2023	6,6	44,31	24,15	10,95	19,21	29,16			134,38
Variation	3,60	3,06	1,09	3,02	0,49	0,94			12,2

*Secteur PEVLC et la MDA (secteur non conventionné – SNC)*

État des emplois permanents au 31/12/2024	Siège SNC	MDA	Centre Le Cosse	Total SNC
<b>Fonctionnaires EN</b>				
Encadrement				<b>0</b>
<b>Salariés de droit privé</b>				
Encadrement		1	2	<b>3</b>
Administration / Gestion	1	0,85	0,68	<b>2,53</b>
Services généraux			2	<b>2</b>
Médical				<b>0</b>
Soins et rééducation				<b>0</b>
Éducatif et socio-éducatif		2,76		<b>2,76</b>
<b>Total équivalent temps plein</b>	<b>1,00</b>	<b>4,61</b>	<b>4,68</b>	<b>10,29</b>
Total ETP 31/12/2023	1	3,61	4	<b>8,61</b>
Variation	0,00	1,00	0,68	1,68

Au 31 décembre 2024, les **236 salariés permanents** représentent **202.43 emplois ETP** (équivalents temps plein).

Nombre de salariés (*)	Salariés CDI et CDD Déclarés dans l'année	Salariés CDI au 31 déc. 2024
Service DEL	1	1
Siège Social	1	1
MDA	6	6
Le Cosse Agde	85	5
<b>sous total ( agrégat ) Secteur Non Conventionné</b>	<b>93</b>	<b>13</b>
Siège secteur SMS	13	11
Centre Jean Cluzel - DAME	89	61
Centre Jean Cluzel - DITEP	58	43
CMPP 05	28	25
CAMSP 05	48	38
MAS des écrins	46	33
CMPP 84	51	43
SSEFS 84	31	20
<b>sous total (agrégat) Secteur Médico-Social</b>	<b>291</b>	<b>223</b>
<b>Agrégat</b>	<b>384</b>	<b>236</b>

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants et salariés (loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 – Article 20) : 253 288 €

## 6 – BILAN ACTIF de l'association PEP ADSV

ACTIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024			Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	3 827,20	1 709,46	2 117,74	2 270,83
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, ...	181 281,78	167 849,42	13 432,36	19 124,19
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	514 260,28	151 722,14	362 538,14	365 879,30
Constructions	15 858 006,43	7 760 831,10	8 097 175,33	7 627 671,12
Installations techniques, matériels et outillage	1 757 089,12	1 501 270,21	255 818,91	247 008,06
Autres immobilisations corporelles	2 433 211,51	1 821 568,86	611 642,65	363 595,89
Immobilisations corporelles en cours	5 966,40		5 966,40	72 894,57
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	107 500,00		107 500,00	102 500,00
Autres titres immobilisés	865 157,00		865 157,00	564 522,91
Prêts				
Autres immobilisations financières	19 030,63		19 030,63	10 630,63
<b>ACTIF IMMOBILISE - Total I</b>	<b>21 745 330,35</b>	<b>11 404 951,19</b>	<b>10 340 379,16</b>	<b>9 376 097,50</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes	63 356,24		63 356,24	43 723,40
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	393 739,49	74 664,74	319 074,75	652 362,46
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	245 351,82	28 000,00	217 351,82	103 462,54
Valeurs mobilières de placement	8 732 883,59	31 542,72	8 701 340,87	5 208 500,00
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	3 911 152,10		3 911 152,10	3 201 789,37
Charges constatées d'avance	19 895,92		19 895,92	14 292,55
<b>ACTIF CIRCULANT - Total II</b>	<b>13 366 379,16</b>	<b>134 207,46</b>	<b>13 232 171,70</b>	<b>9 224 130,32</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>35 111 709,51</b>	<b>11 539 158,65</b>	<b>23 572 550,86</b>	<b>18 600 227,82</b>



## BILAN PASSIF de l'association PEP ADSV

PASSIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	77 886,00	
Fonds propres complémentaires	2 740 061,43	2 601 014,50
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Reserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	7 987 323,36	5 003 643,91
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	6 886 546,85	3 902 867,40
Autres réserves	7 963,82	
Report à nouveau	110 877,22	(65 399,02)
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	748 711,62	599 167,58
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	(695 661,29)	(661 861,07)
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	317 383,02	226 707,80
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>		
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	(259 556,13)	(229 413,33)
Résultat en attente d'affectation		
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Excédent ou déficit de l'exercice	699 263,47	348 228,64
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>11 623 375,30</b>	<b>7 887 488,03</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 350 134,94	1 412 794,18
Provisions réglementées	437 169,61	39 743,12
Droits des propriétaires - (Commodat)		
<b>FONDS ASSOCIATIFS - Total I</b>	<b>13 410 679,85</b>	<b>9 340 025,33</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 332 959,43	920 691,91
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II</b>	<b>1 332 959,43</b>	<b>920 691,91</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	35 101,00	10 636,00
Provisions pour charges	1 202 029,00	951 488,00
<b>PROVISIONS - Total III</b>	<b>1 237 130,00</b>	<b>962 124,00</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	3 074 303,96	3 291 518,27
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commande	2 568 197,19	2 511 352,80

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	394 673,04	333 701,53
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 470 858,27	1 061 616,45
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	22 718,68	24 622,08
Autres dettes	17 664,38	57 640,47
Instrument de trésorerie		
Produits constatés d'avance	43 366,06	96 934,98
<b>DETTES - Total IV</b>	<b>7 591 781,58</b>	<b>7 377 386,58</b>
Ecart de conversion passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III+ IV + V)</b>	<b>23 572 550,86</b>	<b>18 600 227,82</b>

PS : en application du **modèle réglementaire (Arrêté du 15/12/2020 JO 20/12/2020)** avec au niveau des commentaires Report à Nouveau l'absence de prise en compte du RAN Débiteur hors activités médico sociale pour les montants de 695 661,29 € en 2024 et 661 861,07 € en 2023,



## 7 – Complément application réglementation ANC n° 2019-04

Les éditions réglementées ne permettent pas à ce jour les précisions ci-dessous.

### Chapitre 5 - Présentations spécifiques dans les documents de synthèse

#### Section 1 - Bilan

##### Art. 151-1

Le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif du bilan de l'entité gestionnaire sur une ligne spécifique.

#### Section 2 - Compte de résultat

##### Art. 152-1

Dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la part de l'activité sociale et médico-sociale des postes suivants par une subdivision spécifique :

- les ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- le résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée.

### BILAN Passif

Ligne spécifique Excédent ou déficit de l'exercice 2024	699 263,47 €
<i>Dont Résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>excédent</i>
633 223 ,60 €	
<i>Dont Résultat du secteur non conventionné</i>	<i>excédent</i>
66 039,87 €	

### Compte de Résultat

	Exercice 2024 ANC 2018-06 / 2019-04	Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	Secteur non conventionné
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Cotisations des adhérents	3 590,00	0,00	3 590,00
Ventes de biens et services			
Ventes de bien	0,00		
Ventes de prestations de services	1 303 924,28	250 514,16	1 053 410,12
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	14 458 747,10	13 790 927,10	667 820,00
Contributions financières	73 766,00	106,00	73 660,00
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>699 263,47</b>	<b>633 223,60</b>	<b>66 039,87</b>

## 8 – BILAN FINANCIER de l'association PEP ADSV

BIENS	.2023.	.2024.	FINANCEMENTS	.2023.	.2024.
<b>Biens stables</b>			<b>Financements stables</b>		
Immobilisations incorporelles brutes	162 831	185 109	Dotations, apports ou fonds associatifs	2 601 015	2 817 947
Immobilisations corporelles brutes			Excédents affectés à l'investissement	3 038 831	4 763 676
- Terrains	245 643	245 643	Subventions d'investissements	1 412 794	1 350 135
- Agencements de terrain	260 810	268 618	Réserve de compensation des charges d'amortissement	397 629	509 478
- Constructions	13 461 183	15 858 006	Provisions pour renouvellement des immobilisations		
			Fonds dédiés à l'investissement	687 712	1 081 570
- Installations techniques, matériels et outillages	1 745 632	1 757 089	Provisions réglementées des plus-values nettes d'actif	39 743	437 170
- Autres immobilisations corporelles	1 709 184	2 433 212	Emprunts et dettes financières	3 283 681	3 066 840
Immobilisations corporelles et incorporelles en cours	72 895	5 966	Dépôts et cautionnements reçus		
Immobilisations en cours - Part investissement PPP			Amortissements des immobilisations		
			- Agencements de terrain	140 574	151 722
			- Constructions	5 833 512	7 760 831
			- Installations, matériels et outillages techniques	1 498 623	1 501 270
			- Autres immobilisations corporelles	1 345 588	1 821 569
Immobilisations financières	677 654	991 688	Amortissements des immobilisations incorporelles	141 436	169 559
Amortissements comptables excédentaires différés			Dépenses refusées par l'autorité de tarification		
Charges à répartir			Dépréciations des immobilisations		
Autres			Autres	196 783	196 783
Comptes de liaison investissement			Comptes de liaison investissement		
<b>TOTAL II</b>	<b>18 335 830</b>	<b>21 745 330</b>	<b>TOTAL I</b>	<b>20 617 920</b>	<b>25 628 551</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NEGATIF (I-II)</b>			<b>FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT POSITIF (I-II)</b>	<b>2 282 090</b>	<b>3 883 220</b>
<b>Actifs stables d'exploitation</b>			<b>Financements stables d'exploitation</b>		
Report à nouveau déficitaire	690 265	836 369	Réserves et provisions affectées à la couverture du BFR	754 992	1 019 983
Résultat déficitaire			Réserves de compensation des déficits	812 192	1 702 149
Créances glissantes			Résultat excédentaire	348 229	699 263
Droits acquis par les salariés non provisionnés			Report à nouveau excédentaire en attente d'affectation	657 497	1 010 019
			Provisions pour risques et charges	962 124	1 237 130
			Fonds dédiés à l'exploitation	232 980	251 390
			Dépréciation des stocks, créances et éléments financiers	74 635	102 665
			Autres		
Comptes de liaison trésorerie (stable)			Comptes de liaison trésorerie (stable)		
<b>TOTAL IV</b>	<b>690 265</b>	<b>836 369</b>	<b>TOTAL III</b>	<b>3 842 648</b>	<b>6 022 600</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NEGATIF (III-IV)</b>			<b>FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION POSITIF (III-IV)</b>	<b>3 152 383</b>	<b>5 186 231</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NEGATIF</b>			<b>FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL POSITIF</b>	<b>5 434 473</b>	<b>9 069 451</b>
<b>Valeurs d'exploitation</b>			<b>Dettes d'exploitation</b>		
Stocks et en-cours			Avances reçues	2 511 353	2 568 197
Avances et acomptes versés	43 723	63 356	Fournisseurs	333 702	394 673
Créances sur organismes payeurs, usagers	726 997	393 739	Dettes sociales et fiscales	1 061 616	1 470 858
Créances diverses d'exploitation	103 463	245 352	Dettes diverses d'exploitation	47 864	6 005
Créances irrécouvrables en non-valeur (5)			Produits constatés d'avance	96 935	43 366
Charges constatées d'avance	14 293	19 896	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	189 284	219 427	Fonds déposés par les résidents	9 776	11 659
Autres	40 129	40 129	Autres		
Comptes de liaison exploitation			Comptes de liaison exploitation		
<b>TOTAL VI</b>	<b>1 117 889</b>	<b>981 900</b>	<b>TOTAL V</b>	<b>4 061 246</b>	<b>4 494 759</b>
<b>BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (VI-V)</b>			<b>EXCEDENT DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (VI-V)</b>	<b>2 943 357</b>	<b>3 512 859</b>
<b>Liquidités</b>			<b>Financements à court terme</b>		
Valeurs mobilières de placement	5 208 500	8 732 884	Fournisseurs d'immobilisations	24 622	22 719
Disponibilités	3 101 745	3 602 886	Fonds des majeurs protégés		
Autres (intérêts courus à recevoir)	100 044	308 267	Concours bancaires courants		
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus (Emprunt)	7 837	7 464
			Autres		31 543
Comptes de liaison trésorerie			Comptes de liaison trésorerie		
<b>TOTAL VIII</b>	<b>8 410 289</b>	<b>12 644 036</b>	<b>TOTAL VII</b>	<b>32 459</b>	<b>61 725</b>
<b>TRESORERIE POSITIVE (VIII-VII)</b>	<b>8 377 830</b>	<b>12 582 310</b>	<b>TRESORERIE NEGATIVE (VIII-VII)</b>		
<b>TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)</b>	<b>28 554 274</b>	<b>36 207 634</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)</b>	<b>28 554 274</b>	<b>36 207 634</b>